



Hoffmann Green Cement Technologies

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 13.602.387 euros

Siège social : La Bretauière, Chaillé-sous-les-Ormeaux, 85310 Rives de l'Yon

809 705 304 R.C.S. La Roche-sur-Yon

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2020**

Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, à La Bretauière, Chaillé-sous-les-Ormeaux, 85310 Rives de l'Yon, ainsi qu'en version électronique sur le site Internet de la Société (www.ciments-hoffmann.fr).

PERSONNE RESPONSABLE

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité figurant en page 5 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, et qu’il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

Le 5 octobre 2020,

Monsieur Julien Blanchard,
Président du Directoire de la Société.

TABLE DES MATIERES

1. Rapport semestriel d'activité	5
1.1. <i>Synthèse des comptes</i>	5
Compte de resultat simplifié	5
Etat de la situation financière et flux de trésorerie	6
1.2. <i>Faits marquants du 1^{er} semestre de l'exercice 2020</i>	6
Crise sanitaire	6
Activité DU PREMIER SEMESTRE	7
Attribution d'actions gratuites	8
Gouvernance	9
1.3. <i>Evènements postérieurs au 1^{er} semestre de l'exercice 2020 et perspectives</i>	9
Evènements MAJEURS postérieurs au 1 ^{er} semestre de l'exercice 2020	9
Perspectives	9
1.4. <i>Facteurs de risques</i>	11
Risques liés à la crise sanitaire de LA COVID-19	12
Risques liés aux activités de la Société	12
Risques liés à l'industrie dans laquelle opère la Société	18
Risques juridiques	20
Risques financiers	21
1.5. <i>Transactions avec les parties liées</i>	23
2. Comptes consolidés semestriels	24
3. Comptes sociaux semestriels	61

REMARQUES GENERALES

Définitions

Dans le présent rapport financier semestriel, et sauf indication contraire :

- Le terme « **AMF** » désigne l'Autorité des Marchés Financiers ;
- Les termes la « **Société** » ou « **Hoffmann Green** » désignent la société Hoffmann Green Cement Technologies dont le siège social est situé La Bretaudière, Chaillé-sous-les-Ormeaux, 85310 Rives de l'Yon, France, immatriculée au Registre de Commerce de La Roche-sur-Yon sous le numéro 809 705 304 ;
- Le terme « **Groupe** » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble de ses filiales et sous-filiales, étant précisé que ce périmètre juridique est présenté dans l'organigramme figurant à la section 2.3 du Rapport Financier Annuel ;
- Le terme « **Document d'Enregistrement** » désigne le document d'enregistrement approuvé par l'AMF le 17 septembre 2019 sous le numéro I. 19-033 ;
- Le terme « **Rapport Financier Annuel** » désigne le rapport financier annuel sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, publié le 28 avril 2020 ;
- Le terme « **Rapport Financier Semestriel** » désigne le présent rapport financier semestriel sur les comptes au 30 juin 2020 ;
- Le terme « **Prospectus** » désigne le prospectus établi en vue de l'offre au public des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, constitué du Document d'Enregistrement, d'une note d'opération et du résumé du prospectus, approuvé par l'AMF le 1^{er} octobre 2019 sous le numéro 19-466.

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1. SYNTHESE DES COMPTES

COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

En K€	S1 2020	S1 2019	Var.
Chiffre d'affaires	96	33	63
Résultat Opérationnel Courant	-2 876	-1 401	-1 475
Résultat Opérationnel	-2 863	-1 408	-1 455
Résultat Financier	-3 036	-104	-2 932
Impôt	1 485	468	1 017
Résultat Net	-4 414	-1 044	-3 370

La Société a poursuivi son développement au cours du premier semestre 2020. La Société enregistre au 30 juin 2020 un chiffre d'affaires de 96 K€ correspondant principalement à la vente au volume de ciments, représentant 378 tonnes. Pour rappel, le chiffre d'affaires au 30 juin 2019 était exclusivement composé de prestations d'ingénierie. Le chiffre d'affaires au 30 juin 2020 est sensiblement impacté par les effets de la pandémie de la COVID-19.

Les charges opérationnelles comprennent des charges de personnel de 658 K€, reflétant la montée en puissance des équipes. Elles incluent également des charges externes pour 1.622 K€ liées notamment aux achats de matières premières et de tests réalisés avec les partenaires.

Au 30 juin 2020, la Société enregistre une augmentation de ses dotations aux amortissements liée à la mise en service d'installations et d'équipements en 2019 et au début de l'année 2020.

Ces éléments se traduisent par une hausse des charges d'exploitation sur un an de 1,4 M€, conforme aux anticipations de la Société.

Le Résultat Opérationnel Courant et le Résultat Opérationnel s'établissent ainsi à -2,8 M€ au 30 juin 2020.

Le Résultat Financier (-3,0 M€) est marqué par des pertes et des dépréciations d'OPCVM à hauteur de -3,1 M€ en raison des effets de la COVID-19 sur les marchés financiers. La Société a en conséquence réduit son exposition de moitié sur ses placements OPCVM.

Après prise en compte d'un produit d'impôt de 1,5 M€, le Résultat Net au 30 juin 2020 s'élève à -4,4 M€.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE ET FLUX DE TRESORERIE

En K€	S1 2020	31/12/2019	Var.
Total Actifs Non Courants	31 656	38 681	-7 025
Total Actifs Courants	50 179	45 074	5 105
Total Capitaux Propres	66 074	70 548	-4 474
Total Passifs Non Courants	11 562	8 623	2 939
Total Passifs Courants	4 199	4 585	-386
TOTAL BILAN	81 835	83 756	-1 921
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 394	40 914	6 481
OPCVM	9 042	20 000	-10 909
Emprunts et dettes financières Non Courants	9 941	7 280	2 661
Emprunts et dettes financières Courants	1 695	1 032	663
Tresorerie Nette	44 800	52 602	-7 752

Au 30 juin 2020, la Société possède un bilan solide avec des capitaux propres s'établissant à 66,1 M€, en baisse de 4,5 M€ depuis le 31 décembre 2019 (résultat net de la période). La trésorerie disponible s'élève à 47,4 M€. La trésorerie n'intègre pas 1,6 M€ correspondant aux aides (subventions, avances, prêts) issues des programmes PIA et FEDER restant à percevoir.

La variation de trésorerie sur la période (+6,5 M€) s'explique principalement par la cession des OPCVM opérée par la Société. Il est à noter par ailleurs, que la trésorerie a été impactée par d'autres flux d'investissements pour 2,3 M€ et des flux d'exploitation pour -1,3 M€, en partie compensés par un prêt de 2,6 M€ souscrit en début d'exercice.

La Société dispose d'une ligne de crédit disponible non utilisée d'un montant de 10 M€.

La Société n'a pas eu recours au Prêt Garanti par l'Etat (PGE), son niveau de trésorerie ne le nécessitant pas.

1.2. FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2020

CRISE SANITAIRE

Face à la pandémie de la COVID-19, la Société a pris les dispositions les plus adaptées pour assurer, en premier lieu, la protection de l'ensemble de ses collaborateurs. Les plannings des collaborateurs de l'usine ont été adaptés pendant la période concernée pour organiser une présence alternée sur le site industriel H1.

La Société a également procédé à une revue complète de la situation avec ses clients et ses partenaires. Le secteur de la construction, auquel l'activité de la Société est intrinsèquement liée, connaît depuis le

début de la crise sanitaire une baisse d'activité majeure résultant des conséquences des mesures de confinement sur les chaînes d'approvisionnement et de la fermeture temporaire d'usines et de chantiers menant à des reports de projets. Ainsi, l'activité sur le site de production H1 et les essais techniques menés en collaboration avec certains partenaires sur leurs sites ont été significativement réduits voire suspendus au cours du premier semestre 2020. Ils ont depuis repris.

Par ailleurs, compte tenu de la situation, les dépôts des dossiers de Permis de Construire et d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement pour la construction du site de production H2 ont été retardés, décalant sur le second semestre 2020 le lancement des travaux prévu initialement pour la fin du premier semestre 2020. La Société mettra en œuvre les moyens nécessaires pour lancer la construction dès l'obtention des autorisations administratives.

Enfin, la concrétisation de certains accords commerciaux initiés depuis plusieurs mois a été décalée.

Dans ce contexte lié à la pandémie, le Directoire a été contraint de suspendre les objectifs 2020¹ annoncés lors de l'introduction en bourse. Les objectifs actualisés figurent dans le paragraphe « Perspectives » du présent Rapport Financier Semestriel.

ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE

Sur le plan industriel, la Société a maintenu un rythme soutenu de développement afin d'exécuter et de concrétiser sa stratégie comme prévu initialement.

Concernant la construction de l'usine H2 qui sera localisée en Vendée sur la commune de Bournezeau à côté du site H1, l'équipe projet a été constituée. Les plans de conception et de design de l'usine H2 ont été finalisés à la fin du mois de juillet 2020 et le processus de construction a été validé à la suite de nombreux tests et essais sur site et hors site avec les partenaires sélectionnés. Le permis de construire et le dossier d'enregistrement ICPE ont été déposés en juillet 2020. Le permis de construire a reçu un avis favorable du Conseil municipal de Bournezeau en septembre 2020. Les travaux devraient débuter au second semestre 2020 en fonction des délais d'instruction du dossier d'enregistrement ICPE. La fin de la construction de l'usine H2 est prévue au cours du second semestre 2022.

En parallèle, la Société poursuit la recherche de terrain en région parisienne pour y implanter l'usine H3 qui sera construite sur le modèle de l'usine H2.

Par ailleurs, la Société a finalisé au cours du premier trimestre 2020, l'extension de 1.000 m² du site H1 dédiée aux réceptions et expéditions de produits et a procédé à des améliorations du process du site H1.

Sur le plan commercial, la dynamique de croissance s'est poursuivie malgré les effets du confinement qui ont retardé certaines négociations commerciales en cours et la signature de nouveaux partenariats. Après analyse, la Société estime que les effets de la COVID-19 ont engendré un décalage d'environ 6 mois sur le développement commercial prévu avant la pandémie. De nouveaux contrats ont néanmoins été signés en fin de semestre, notamment avec GCC (contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume sur la technologie H-UKR), Capremib (contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume pour la construction d'écrans acoustiques en bois de béton), Bétonic (contrat de collaboration technique pour développer des solutions de chape fluide bas carbone), récemment

¹ Objectif de production vendue de 32 500 tonnes et de résultat opérationnel courant (EBIT) à l'équilibre.

avec KP1 (contrat sur 5 ans pour le développement et la commercialisation de ses ciments pour des systèmes constructifs préfabriqués) et enfin GCC et 3F (contrat de réalisation de voiles de béton, dalles de planchers, poteaux, poutres et escaliers pour plus de 1 600 m³ pour des logements sociaux à bilan carbone réduit).

Les partenaires de la Société ont néanmoins fortement subi l'arrêt quasi-total du secteur de la construction pendant le confinement. Depuis ceux-ci se sont naturellement concentrés sur le redémarrage de leurs usines et de leurs activités dans des conditions sanitaires nouvelles, reportant momentanément leurs initiatives en matière d'innovation et d'écoresponsabilité ou de réduction des émissions de CO₂. Le carnet de commandes global de la Société n'est à ce stade pas affecté. Son écoulement dans le temps est en revanche décalé avec des reports estimés à ce jour de 6 à 24 mois. A la date de publication de ces résultats, le carnet de commandes s'établit à plus de 155.000 tonnes de ciment. La Société maintient un dialogue permanent avec ses partenaires et s'attache actuellement à contractualiser ces décalages.

Sur le plan des ressources humaines, la Société a continué de se structurer grâce au recrutement de nouveaux collaborateurs dans les domaines techniques, développement et production. Un Responsable Travaux Neufs et deux Prescripteurs ont notamment été recrutés. Ces ressources permettront de soutenir le développement futur d'Hoffmann Green, notamment commercial et industriel. Au 30 juin 2020, la Société comptait 18 employés contre 14 au 30 juin 2019. Des recrutements complémentaires sont planifiés pour le second semestre 2020.

En ligne avec sa politique ambitieuse de Recherche et Développement et d'innovation, la Société a franchi de nouvelles étapes dans la protection de sa propriété intellectuelle avec la délivrance du brevet H-P2A aux Etats-Unis en janvier 2020.

Concernant la feuille de route en matière de RSE, le plan d'actions prioritaires 2020 est en cours de réalisation. La Société ambitionne de disposer d'un bilan carbone scope 3 d'ici la fin de l'exercice 2020.

Enfin, dans une démarche d'amélioration de son efficacité opérationnelle et financière, la Société a initié à la fin de l'année 2019 la mise en place d'un ERP (Progiciel de Gestion Intégré), permettant à la Société de se doter d'un outil de pilotage industriel et financier performant et de renforcer son contrôle interne. Le déploiement s'est poursuivi sur le premier semestre 2020 et le « Go-live » a eu lieu post-clôture à la fin du mois de juillet 2020.

ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Le Directoire, réuni le 13 janvier 2020, a décidé, conformément à l'autorisation donnée lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 septembre 2019, d'attribuer des actions gratuites Hoffmann Green à l'ensemble de ses salariés.

Cette attribution s'inscrit dans une double démarche : remercier chacun des collaborateurs pour leur engagement au service de Hoffmann Green, et les associer durablement au développement futur de la Société.

Les actions Hoffmann Green seront définitivement acquises par les bénéficiaires le 13 janvier 2022 sur condition de présence à cette date. La période de conservation a été fixée à une année soit jusqu'au 12 janvier 2023 inclus. Le nombre d'actions offertes dans le cadre de ce plan sera l'équivalent d'un multiple de mois de salaires et représentera plus de 29 000 actions, soit un peu plus de 0,2 % du capital au total.

GOUVERNANCE

Les mandats de Monsieur Gil Briand et de Monsieur Hervé Montjotin en qualité de membres de Conseil de surveillance ont été renouvelés pour 3 ans lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 26 juin 2020.

1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2020 ET PERSPECTIVES

EVENEMENTS MAJEURS POSTERIEURS AU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE 2020

Sur le plan industriel, le permis de construire et le dossier d'enregistrement ICPE de l'usine H2 ont été déposés respectivement les 7 juillet 2020 et 29 juillet 2020. Le permis de construire a reçu un avis favorable du Conseil municipal de Bournezeau le 8 septembre 2020.

La Société a signé au début du mois de juillet 2020 un contrat avec la compagnie d'assurance AXA portant sur la garantie de l'activité de fabrication du béton à base de ciment H-UKR. La Société bénéficie désormais d'un contrat d'assurance garantissant la fabrication à base de ciment H-UKR, de tous les produits préfabriqués et des bétons prêts à l'emploi destinés aux logements ou au secteur tertiaire.

Sur le plan commercial, la Société a signé le 8 juillet 2020 avec GCC un contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume sur la technologie H-UKR et le 20 juillet 2020 avec Capremib un contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume pour la construction d'écrans acoustiques en bois de béton. Des signatures ont également été finalisées le 17 septembre 2020 avec KP1 pour un contrat d'une durée de 5 ans pour le développement et la commercialisation de ses ciments pour des systèmes constructifs préfabriqués et enfin le 28 septembre 2020 avec GCC et 3F pour un contrat de réalisation de voiles de béton, dalles de planchers, poteaux, poutres et escaliers pour plus de 1.600 m³ pour des logements sociaux à bilan carbone réduit.

Enfin, la Société a finalisé fin juillet 2020 l'installation de son ERP (Progiciel de Gestion Intégré).

PERSPECTIVES

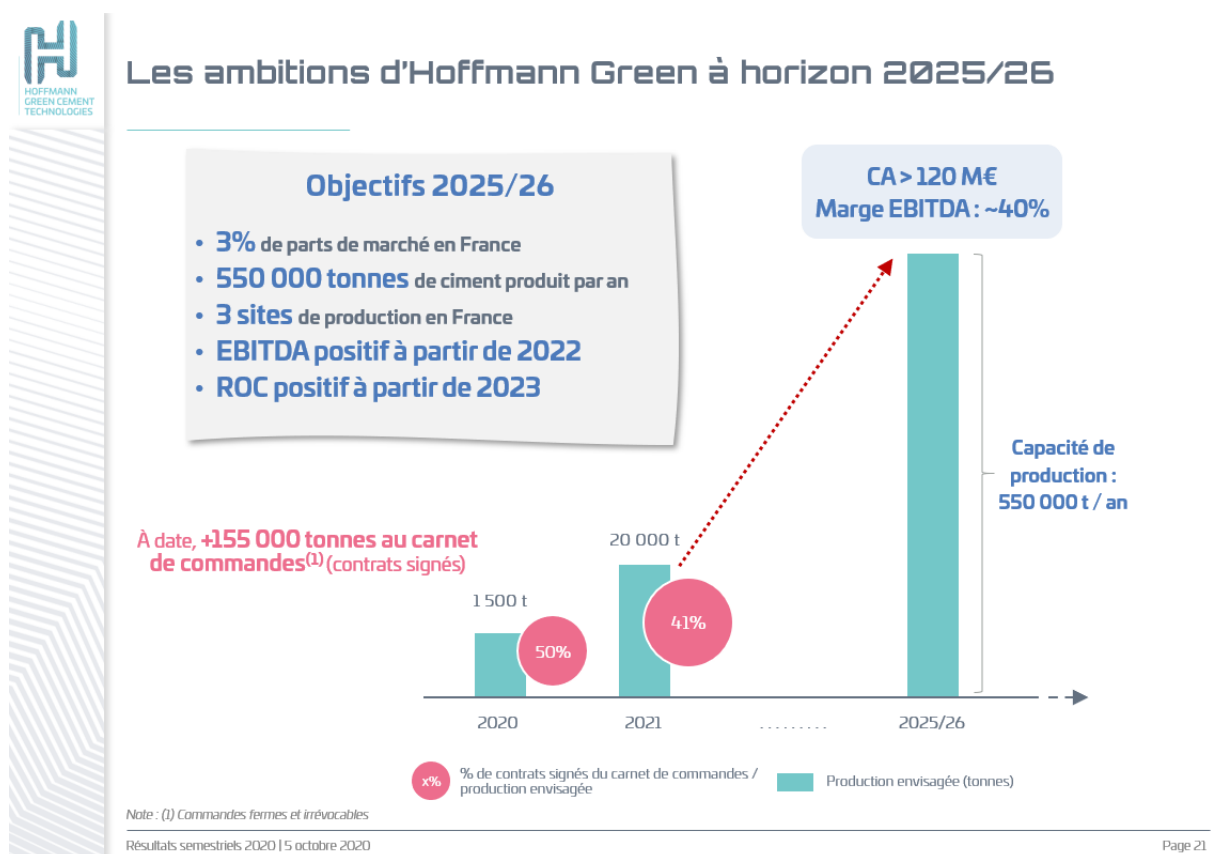
Après analyse de la situation à date, la Société maintient son objectif d'atteindre 3% de parts de marché pour ce qui concerne le marché du ciment en France, pour un chiffre d'affaires de 120 M€. Compte tenu de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur le secteur de la construction et sur les

activités de la Société, le Conseil de surveillance a décidé de décaler d'un an, par rapport à la Guidance présentée lors de l'introduction en bourse cet objectif qui est désormais fixé à horizon 2025/2026.

Pour ce faire, la Société confirme son plan industriel visant à construire deux usines (H2 et H3) d'une capacité de production unitaire de 250.000 tonnes chacune d'ici 2024 : H2 en 2022 et H3 en 2023. Ces unités seront installées en Vendée sur la commune de Bournezeau (H2), et en région parisienne (H3) pour atteindre à l'échéance du plan une capacité de production totale pour la Société de 550.000 tonnes de ciments par an sur les trois sites de production (H1, H2 et H3).

La montée en puissance industrielle se fera de manière plus progressive qu'initialement prévu dans la Guidance présentée lors de l'introduction en bourse pour tenir compte des effets de la crise sanitaire et économique liée à la COVID-19 sur le marché de construction et de leurs impacts sur le développement commercial. La Société prévoit ainsi de commercialiser 1.500 tonnes de ciments en 2020 et 20.000 tonnes de ciments en 2021.

En conséquence, la Société prévoit de disposer d'un EBITDA positif à partir de 2022 et d'un Résultat Opérationnel Courant positif à partir de 2023. La Société maintient son objectif de 40% de marge sur EBITDA à l'horizon du plan.



1.4. FACTEURS DE RISQUES

Conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 2017/1129 (règlement dit « Prospectus 3 ») et du règlement délégué (UE) 2019/980, sont présentés dans ce chapitre les seuls risques spécifiques à la Société, et qui sont importants pour la prise d'une décision d'investissement en connaissance de cause. Dans chaque catégorie de risque, sont présentés en premier lieu les risques les plus significatifs.

Pour chacun des risques exposés ci-dessous, la Société a procédé comme suit :

- présentation du risque brut, tel qu'il existe dans le cadre de l'activité de la Société ;
- présentation des mesures mises en œuvre par la Société aux fins de gestion dudit risque.

L'application de ces mesures au risque brut permet à la Société d'analyser un risque net.

La Société a évalué le degré de criticité du risque net, lequel repose sur l'analyse conjointe de deux critères : (i) la probabilité de voir se réaliser le risque et (ii) l'ampleur estimée de son impact négatif.

Le degré de criticité de chaque risque est exposé ci-après, selon l'échelle qualitative suivante :

- faible ;
- moyen ;
- élevé.

Tableau synthétique :

Nature du risque	Degré de criticité du risque net
Risques liés à la crise sanitaire de la COVID-19	Elevé
Risques liés aux activités de la Société <ul style="list-style-type: none">- Environnement concurrentiel et déploiement de l'outil industriel- Fonctionnement des sites de production- Dépendance aux fournisseurs- Gestion des systèmes d'information / cybercriminalité- Image / réputation de la Société- Dépendance aux personnes-clé	Elevé Elevé Moyen Moyen Moyen Moyen
Risques liés à l'industrie cimentière <ul style="list-style-type: none">- Dépendance aux marchés de la construction, de l'immobilier et des travaux publics- Contraintes réglementaires	Moyen Faible
Risques juridiques <ul style="list-style-type: none">- Propriété intellectuelle	Elevé
Risques financiers <ul style="list-style-type: none">- Besoins de financement	Moyen

RISQUES LIÉS A LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

Depuis le 17 mars 2020, les mesures de confinement et la fermeture des frontières liées à la crise sanitaire de la COVID-19 ont eu un impact sur le cours normal de l'activité de la Société. A la date du Rapport Financier Semestriel, les effets de la crise sanitaire sont estimés à environ 6 M€ en chiffre d'affaires pour 2020, correspondant notamment à la vente de 30.000 tonnes de ciment.

La crise sanitaire de la COVID-19 a entraîné un ralentissement dans les objectifs de croissance du chiffre d'affaires de la Société pour l'exercice 2020. Ainsi, la concrétisation de certains accords commerciaux, initiés depuis plusieurs mois, a été retardée. Les essais techniques menés en collaboration avec certains partenaires sur leurs sites ont été significativement réduits voire suspendus au cours du premier semestre 2020 ce qui a généré un important retard dans la réalisation de ces essais, et dans la délivrance des Appréciations Techniques d'Expérimentation (ATEX).

La crise sanitaire de la COVID-19 a fortement impacté le secteur de la construction. Des mises en chantiers ont été suspendues et décalées postérieurement à la période de confinement. Les décalages de chantiers subis par les partenaires de la Société touchent par ricochet l'activité de la Société.

Par ailleurs, le lancement de la construction du site « H2 » envisagé initialement au premier semestre 2020 a été décalé au second semestre 2020. En effet, la crise a entraîné des retards dans le traitement des dossiers administratifs tels que l'obtention de permis de construire, ou encore la qualification d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). Concernant la recherche d'un terrain en région parisienne pour la construction du site « H3 », celle-ci a été suspendue durant la période de confinement, aucune visite de site ne pouvant être réalisée. La crise pourrait entraîner un retard dans la signature du terrain en région parisienne prévue initialement sur le second semestre 2020.

Les risques liés à la pandémie mondiale de la COVID-19 sont plus généralement la baisse de l'activité, la détérioration de la situation économique de la Société liée à cette baisse et à d'éventuels retards de paiement engendrés par cette crise sanitaire.

En conséquence, la Société a décidé de réviser ses objectifs à court terme, sans toutefois remettre en cause les objectifs à plus long terme.

Au regard de ces éléments, le degré de criticité de ce risque net est élevé.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

1.4.1.1. Risques liés à l'environnement concurrentiel et à la capacité de déploiement de l'outil industriel

Le marché du ciment en France est dominé par un nombre limité d'acteurs dont 5 leaders mondiaux qui réalisent à eux seuls 95% de la production de ciment en France² : LafargeHolcim, HeidelbergCement, Vicat, CRH et Imerys.

Le ciment étant un produit pondéreux et son transport coûteux, le rayon d'action d'une cimenterie ne dépasse pas les 300 km par voie terrestre. Le maillage territorial est donc un préalable nécessaire pour

² Source : INSEE Focus n°121 du 25/07/2018.

l'accès au marché du ciment. Au-delà du maillage territorial, l'intensité concurrentielle sur chaque marché régional dépend également des capacités de production des acteurs présents.

L'aptitude de la Société à développer son activité et sa présence sur les marchés du ciment dépend donc de sa capacité à répondre aux besoins du marché avec son outil de production. La présence d'autres acteurs ayant des capacités disponibles ou excédentaires sur un marché régional ou à proximité, ainsi que la présence d'un ou plusieurs acteurs disposant ou étant en mesure de mettre en place des infrastructures d'importation de ciment sur le marché régional dans des conditions économiques satisfaisantes, sont de nature à créer une situation de concurrence renforcée.

Cette situation concurrentielle intense est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

Le plan stratégique de développement industriel de la Société, décrit à la section 2.2.3 « Stratégie » du Rapport Financier Annuel, prévoit la construction de deux nouveaux sites de production « H2 » et « H3 » (pouvant chacun produire 250.000 tonnes de ciment par an) afin d'augmenter rapidement les capacités de production de la Société et de mettre en œuvre un maillage progressif du territoire. Le retard dans la mise en service de ces nouveaux sites de production freinerait la pénétration du marché français, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

La pénétration du marché du ciment repose également sur la capacité de la Société à mettre en place et à maintenir des partenariats commerciaux avec des acteurs du secteur de la construction, et à être présente sur les réseaux de distribution du ciment. A cet égard, il est précisé que la Société a d'ores et déjà mis en place plusieurs contrats de partenariat, au cours de l'exercice 2019 (voir la section 2.2.2.4.1 « Partenaires commerciaux » du Rapport Financier Annuel), et au cours du premier semestre 2020, notamment avec GCC (contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume sur la technologie H-UKR), Capremib (contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume pour la construction d'écrans acoustiques en bois de béton) et Bétonic (contrat de collaboration technique pour développer des solutions de chape fluide bas carbone). D'autres contrats devraient être signés d'ici la fin de l'exercice 2020.

Il est souligné que, même si les principaux acteurs du marché du ciment en France tentent de réduire l'empreinte carbone du ciment traditionnel et ont lancé plusieurs initiatives en ce sens (voir la section 2.2.2.1.3 « Les initiatives des cimentiers pour réduire l'empreinte carbone » du Rapport Financier Annuel), à sa connaissance, à la date du Rapport Financier Semestriel, la Société est le seul acteur en mesure de produire et commercialiser du ciment décarboné sans clinker permettant de diviser l'empreinte carbone du ciment par 5 par rapport à un ciment Portland traditionnel³ (décrit à la section 2.2.2.2 « Les ciments Hoffmann Green : des ciments innovants divisant l'empreinte carbone par 5 » du Rapport Financier Annuel). Par ailleurs, les innovations développées par la Société constituent un atout concurrentiel majeur (voir la section 2.2.5 « Forces et atouts concurrentiels » du Rapport Financier Annuel).

Même si la Société estime bénéficier d'une avance technologique, elle ne peut pas garantir que ses concurrents ne parviendront pas à développer avec succès des ciments décarbonés comparables ou même meilleurs que ceux actuellement commercialisés ou en cours de développement par la Société. Le développement et la commercialisation de ciments décarbonés par un ou plusieurs des concurrents

³ Résultats du ciment formulé à base de la technologie H-UKR par rapport à un ciment Portland traditionnel de type CEM I.

de la Société pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

Selon la Société, le temps requis pour le développement de ciments décarbonés concurrents et leur mise sur le marché devrait être relativement long compte tenu du temps consacré au développement des ciments Hoffmann Green (cinq années de travaux de recherche et développement) et à la mise en place d'un process industriel innovant et adapté.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- l'efficacité des mesures mises en place par la Société pour appréhender l'environnement concurrentiel renforcé dans lequel elle évolue, peut être atténuée (en cas de retards dans la mise en service des sites de production pour des raisons extérieures à la Société ou en cas de développement de ciments décarbonés concurrents) ;
- la réalisation des évènements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société).

1.4.1.2. Risques liés au fonctionnement des sites de production

La Société prévoit la construction de deux nouveaux sites de production, « H2 » et « H3 ». Dans le cadre de ces projets, la Société pourrait rencontrer, outre les difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19, des difficultés entraînant le retard des chantiers de construction, de la mise en service des sites de production ou de la montée en puissance de la production.

Ces difficultés pourraient par exemple être liées aux démarches administratives (obtention du permis de construire, de l'autorisation ICPE, etc.), aux conditions météorologiques durant les chantiers de construction ou à une défaillance des fournisseurs ou sous-traitants sollicités dans le cadre des chantiers.

De tels retards pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

Dans le cadre de la construction de « H2 » et « H3 », la Société compte capitaliser sur le savoir-faire industriel acquis lors de la construction de « H1 » et faire appel aux divers intervenants ayant pris part à ce premier chantier.

Une fois les sites de production mis en service, la Société pourrait faire face à des interruptions, des pannes ou autres éléments susceptibles de ralentir ou arrêter la production de ciment. De tels évènements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

La Société a mis en place diverses procédures appliquées sur le site « H1 » afin d'assurer la reprise de la production en cas d'interruption, due à un évènement interne ou externe. Par ailleurs, le site de production fait l'objet d'un contrôle permanent opéré par les salariés de la Société, formés pour intervenir en cas d'interruption. La Société envisage également de mettre en place ces différentes procédures sur les sites « H2 » et « H3 ».

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- la construction et la mise en service des sites de production, ainsi que leur fonctionnement optimal dépend en partie de circonstances extérieures sur lesquelles la Société ne peut

intervenir (financement des investissements, conditions météorologiques, défaillance d'un sous-traitant ou fournisseur, confinement lié à un risque sanitaire) ; et

- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société).

1.4.1.3. Risques liés à la dépendance aux fournisseurs

Le processus de fabrication des ciments Hoffman Green, décrit à la section 2.2.2.2 « Les ciments Hoffmann Green : des ciments innovants divisant l'empreinte carbone par 5 » du Rapport Financier Annuel, repose sur l'utilisation de co-produits issus de l'industrie :

- le laitier de haut fourneau : co-produit généré par la production d'acier ;
- l'argile : co-produit issu du lavage de granulats et de boues d'argiles ; et
- le gypse ou le désulfogypse : le gypse est issu de déblais de chantiers et le désulfogypse est généré par les centrales thermiques.

A la date du Rapport Financier Semestriel, compte tenu du lancement récent de la fabrication des ciments Hoffmann Green, la Société fait appel à un nombre restreint de fournisseurs de co-produits, principalement localisés en France, et est donc exposée à un risque de dépendance vis-à-vis de ces derniers.

Le recours à un nombre restreint de fournisseurs implique un certain nombre de risques, notamment de rupture d'approvisionnement, de qualité insuffisante des produits, d'origine des produits ou de non-respect des réglementations applicables. Le recours à des fournisseurs peut en conséquence entraîner des risques financiers et des risques pour la réputation de la Société, notamment dans l'hypothèse où ces fournisseurs ne se conformeraient pas eux-mêmes à la réglementation qui leur est applicable. La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

La Société entretient toutefois de bonnes relations commerciales avec ses fournisseurs de co-produits et estime proposer à ces derniers une opportunité pour valoriser leurs co-produits. La Société n'a pas enregistré de perte de contrat avec un de ses fournisseurs depuis sa création.

Par ailleurs, il est précisé que :

- d'autres sociétés, en France et à l'étranger, ont pour activité la production des co-produits susvisés, ce qui minimise l'état de dépendance de la Société à l'égard notamment des fournisseurs des deux principaux co-produits que sont le laitier de haut fourneau et l'argile ; et
- la Société a pour objectif d'étendre encore le nombre de co-produits utilisés pour fabriquer ses ciments, afin de diversifier ses sources d'approvisionnement. Des recherches sont notamment en cours sur des technologies permettant la valorisation des cendres volantes issues de la biomasse (voir la section 2.2.2.2.3 du Rapport Financier Annuel).

Enfin, la Société étudie actuellement la possibilité d'installer un silo de stockage sur le port de commerce des Sables d'Olonne avec une capacité totale de 7.000 tonnes au second semestre 2020, sous réserve toutefois de l'évolution de la crise sanitaire de la COVID-19 (pour plus de détails sur les impacts de la crise sanitaire, voir la section 1.2 du présent Rapport Financier Semestriel). Le silo pourra

aussi bien servir pour le stockage des co-produits (flux entrants) que des ciments Hoffmann Green en attente de distribution (flux sortants) et permettra de minimiser le risque de rupture d'approvisionnement de la Société.

Il est précisé que la mise en service des nouveaux sites « H2 » et « H3 » aura pour effet d'augmenter les quantités de co-produits dont aura besoin la Société pour la fabrication de ses ciments. Cependant, le risque de dépendance aux fournisseurs restera maîtrisé car les besoins de la Société en fourniture en co-produits seront bien inférieurs aux quantités disponibles sur les marchés d'approvisionnement.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- il existe de nombreuses sources d'approvisionnement en laitier de haut-fourneau, argile, gypse et désulfogypse, et la Société estime qu'il est possible d'étendre le nombre de co-produits utilisés pour la fabrication de ses ciments ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif sur la Société (impact sur les délais de livraison des ciments Hoffmann Green aux clients de la Société, sur la réputation de la Société).

1.4.1.4. Risques liés à la gestion des systèmes d'information et à la cybercriminalité

La Société a mis en place un outil industriel 4.0 (décrit à la section 2.2.3.2.3 « Une politique d'innovation volontariste pour maintenir une avance technologique » du Rapport Financier Annuel), fondé sur l'automatisation de la production (le site « H1 » compte plus de 200 automates) et le recours à un logiciel de production, développé spécifiquement pour le site.

Le système d'information de la Société est exposé aux risques de piratage informatique ou industriel, de même qu'à des attaques de virus informatiques ou à des « bugs » informatiques pouvant perturber le bon fonctionnement de ses systèmes et des logiciels.

La Société a mis en place des mesures assurant la fiabilité et la sécurité de ses systèmes informatiques tels que :

- la non connexion au réseau Internet de son site de production « H1 ». Le site de production peut toutefois être connecté au réseau Internet de manière ponctuelle, lors d'interventions de maintenance par exemple ;
- la non connexion au réseau Internet du laboratoire ;
- l'installation d'un serveur de type « black box » (serveur isolé et extrêmement résistant aux conditions extérieures (ex : feu)) non connecté au réseau Internet, auquel seules deux personnes identifiées peuvent avoir accès ;
- la mise en place d'un plan de sauvegarde des données de la Société toutes les 8 heures (jour et nuit) ;
- l'installation d'un pare-feu, certifié CE et conforme aux normes de sécurité en vigueur, pour les systèmes informatiques du site de production et des bureaux.

Le système d'information de la Société a fait l'objet d'un audit de sécurité externe en juin 2019 par une société spécialisée, reconnue dans ce domaine. Il a été établi dans le cadre de cette procédure qu'aucune vulnérabilité critique n'était présente sur le périmètre audité.

Un plan d'audits de sécurité réguliers avec cette société spécialisée a été mis en place, ayant pour objet la vérification de règles de sécurité interne et les tests de vulnérabilité interne et externe.

Toutefois, la Société ne peut garantir qu'aucune défaillance de l'une de ces mesures de protection ne se produira, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives. La Société pourrait faire l'objet d'attaques complexes et ciblées de ses réseaux informatiques. Les techniques mises en œuvre pour pirater, interrompre, dégrader la qualité ou saboter les systèmes informatiques sont en constante évolution, et il est souvent impossible de les identifier avant le lancement d'une attaque. La Société pourrait ne pas être en mesure de se prémunir contre de telles techniques de piratage ou de mettre en place rapidement un système de réponse approprié et efficace.

Il est précisé que la Société a fait en sorte que les éléments sensibles liés à sa propriété intellectuelle ne soient pas atteignables par voie informatique, ainsi ces éléments ne pourraient être impactés ou divulgués en cas d'attaque sur les systèmes informatiques de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- l'efficacité des mesures mises en place par la Société a été constatée par une société spécialisée dans le domaine de la cybersécurité, étant précisé que ces mesures feront l'objet de mises à jour régulières en lien avec l'évolution des modes opératoires des cybercriminels, et les éléments sensibles liés à la propriété intellectuelle de la Société ne pourraient être impactés en cas d'attaque ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif sur la Société (perte de données, indisponibilité de certains outils informatiques utilisés dans le cadre de la production des ciments Hoffmann Green, retards de livraison des produits).

1.4.1.5. Risques liés à l'atteinte à l'image et à la réputation de la Société

Compte tenu des enjeux économiques et technologiques relatifs à l'industrie cimentière, la Société est exposée au risque de critiques ou de mises en cause de diverses natures, de bonne ou de mauvaise foi, pouvant atteindre sa réputation.

Les vecteurs de communication tels qu'Internet et les réseaux sociaux se caractérisent par des réactions en temps réel et une propagation exponentielle de l'information, facilitant ainsi la création et la diffusion de fausses informations.

Des informations erronées, en lien avec les activités de la Société, sont susceptibles d'être diffusées sur Internet et sur les réseaux sociaux ainsi que dans la presse.

A cet égard, il est précisé que la Société utilise elle-même Internet et les réseaux sociaux pour assurer sa visibilité auprès du public. Ainsi, un lecteur pourrait apporter du crédit à de fausses informations sur la Société ou ses produits, ayant été volontairement attribuées à la Société dans un but de nuisance par un tiers souhaitant dénigrer la Société.

La survenance de tels événements pourrait avoir des effets négatifs sur l'image de la Société et se répercuter sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

La Société assure une veille proactive des outils Internet et des réseaux sociaux et a mis en place une procédure de gestion de crise de communication afin d'éviter et d'anticiper les crises potentielles,

d'empêcher la prolifération et la portée de telles informations et de limiter, autant que possible, leur impact.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- la Société estime que la diffusion de critiques relatives à la Société est probable, mais que la Société sera en mesure de réagir efficacement grâce à la veille des outils Internet et des réseaux sociaux et grâce à la procédure de gestion de crise de communication ;
- la réalisation des évènements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif sur la Société (dégradation de la réputation de la Société, perte d'attractivité des produits Hoffmann Green, impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société).

1.4.1.6. Risques liés à la dépendance aux personnes-clés

Le succès de la Société dépend en grande partie des actions et des efforts entrepris par ses associés fondateurs Julien Blanchard, Président du Directoire de la Société, et David Hoffmann, Directeur scientifique et membre du Directoire de la Société. La perte de leurs compétences pourrait altérer les capacités de la Société à atteindre ses objectifs et à mettre en œuvre sa stratégie, et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière, son développement et ses perspectives.

La Société a mis en place une assurance spécifique pour couvrir le risque de décès de ces deux personnes-clés (voir la section 2.1.6 « Assurance et couverture des risques » du Rapport Financier Annuel).

La Société a également fait en sorte que les équipes actuellement en place soient en mesure de poursuivre les travaux initiés, notamment en matière de recherche et développement.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- Julien Blanchard et David Hoffmann, co-fondateurs de la Société, sont à l'origine de la création de ce projet et sont les actionnaires les plus significatifs de la Société (voir la section 2.11 « Principaux Actionnaires » du Rapport Financier Annuel) ;
- la réalisation des évènements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (non atteinte des objectifs de la Société, impact sur le chiffre d'affaires et la rentabilité).

RISQUES LIÉS A L'INDUSTRIE DANS LAQUELLE OPERE LA SOCIETE

1.4.1.7. Risques de dépendance aux marchés de la construction, de l'immobilier, de l'industrie, des travaux publics et des travaux d'urbanisation

Les ciments vendus par la Société sont utilisés pour des applications de construction tant de logements individuels ou collectifs que de bâtiments industriels ou commerciaux, ou encore pour des ouvrages d'infrastructure (routes, ponts, tunnels, voiries). Le marché du ciment est un marché cyclique, ainsi le dynamisme de la demande des ciments Hoffmann Green dépend à la fois d'éléments structurels propres à chaque marché, et d'éléments macro-économiques conjoncturels (voir la section 2.2.1.1.2 « Les principales tendances de l'industrie cimentière » du Rapport Financier Annuel).

Les facteurs structurels qui déterminent, sur chaque marché, le niveau de la demande en matériaux de construction sont principalement la démographie, le taux d'urbanisation et la croissance économique (représentée par exemple par le produit national brut/habitant), mais aussi des éléments plus culturels comme les habitudes de construction de chaque marché (construction en bois, acier, béton). Au-delà de ces facteurs structurels, la situation économique influe conjoncturellement sur les marchés de la construction, et particulièrement en cas de crise économique et de forte instabilité financière mondiale. En effet, les paramètres économiques globaux déterminent la capacité des acteurs publics et privés à financer par un accès au crédit et réaliser les projets individuels ou collectifs qui constituent le marché de la construction.

Des fluctuations significatives de certains de ces paramètres sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou le développement de la Société.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- le marché du ciment est porteur, et la Société ne devrait représenter qu'une part de marché en France de 3% à horizon 2024) ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif sur la Société (impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société).

1.4.1.8. Risques liés à la réglementation

La Société exerce son activité dans un environnement fortement réglementé. En particulier, les sites de production de ciment de la Société sont qualifiés d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) et sont soumis à une réglementation spécifique, requérant une autorisation préfectorale.

A la date du Rapport Financier Semestriel, la Société est dotée d'un site de production (« H1 »), situé à Bournezeau (85), qui a obtenu l'autorisation au titre de la réglementation ICPE⁴. Cette démarche devra être renouvelée dans le cadre de la construction des prochains sites de production de la Société, à Bournezeau pour « H2 » et en région parisienne pour « H3 ». Toutefois, si la Société ne parvenait pas à se conformer, à l'avenir, aux réglementations applicables, elle pourrait faire face à des retraits d'autorisations d'exploitation ou à des refus d'autorisations, voir sa responsabilité engagée ou encore être condamnée au paiement d'amendes.

De manière plus générale, la Société ne peut garantir que des modifications rapides ou importantes de la législation et de la réglementation en vigueur n'interviendront pas à l'avenir. Ainsi, un renforcement de la réglementation ou de sa mise en œuvre pourrait entraîner de nouvelles conditions d'exercice de ses activités susceptibles d'augmenter ses charges d'exploitation (notamment par la mise en place de procédures et de contrôles supplémentaires), ou encore constituer un frein au développement des activités de la Société.

La Société ne peut exclure que de telles situations soient susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

S'agissant des réglementations connues à ce jour et visant à limiter les émissions de CO₂, la Société estime que l'impact de leur entrée en vigueur sera positif sur son activité, dans la mesure où les

⁴ Arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ/1-510 en date du 13 juillet 2017.

ciments Hoffmann Green sont décarbonés et s'inscrivent ainsi pleinement dans le cadre des futures normes de construction (voir la section 2.2.2.2 « Les ciments Hoffmann Green : des ciments innovants divisant l'empreinte carbone par 5 » et la section 2.6 « Environnement réglementaire » du Rapport Financier Annuel).

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est faible, étant considéré que :

- la Société se conforme aux dispositions légales et réglementaires applicables à son activité, et l'environnement réglementaire actuel, et ses évolutions annoncées, visant à limiter les émissions de CO₂, est favorable au développement de l'activité de la Société ;
- la modification de la réglementation applicable à la Société pourrait avoir un impact négatif limité sur la Société (surcoûts et freins au développement de l'activité de la Société).

RISQUES JURIDIQUES

1.4.1.9. Risques liés à la propriété intellectuelle

Grâce aux travaux de recherches menés par David Hoffmann et son équipe, la Société a développé un savoir-faire et des technologies uniques et innovants. Ces technologies étant au cœur des ciments Hoffmann Green, la Société a mis en place une politique de protection de sa propriété intellectuelle à travers différents axes, décrite à la section 2.2.4 « La protection de la propriété intellectuelle de la Société » du Rapport Financier Annuel.

Le succès de la Société dépend entre autres de sa capacité à obtenir, à conserver et à protéger ses brevets, marques, dessins et modèles ainsi que ses autres droits de propriété intellectuelle ou assimilés (tels que notamment son savoir-faire propriétaire). Par conséquent, il se pourrait que :

- la Société ne parvienne pas à développer des inventions brevetables ;
- la Société ne se voie pas accorder les brevets ou marques pour lesquels elle a déposé ou déposera des demandes ;
- la Société voie un jour contestée la validité de ses brevets ou marques par des tiers ;
- la Société ne puisse bénéficier grâce à ses brevets d'une protection suffisamment large pour exclure des concurrents ;
- la Société ne puisse garantir que le champ de protection conféré par les brevets, les marques et les titres de propriété intellectuelle de la Société est et restera suffisant pour la protéger face à la concurrence et aux brevets, marques et titres de propriété intellectuelle des tiers couvrant des dispositifs similaires ;
- la Société ne puisse garantir que des salariés de la Société ne revendiqueront pas des droits ou le paiement d'un complément de rémunération ou d'un juste prix en contrepartie des inventions à la création desquelles ils ont participé, étant précisé que les contrats de travail des salariés de la Société (notamment ceux de l'équipe de recherche et développement) prévoient des clauses protégeant les droits de propriété de la Société sur les inventions développées ;
- la Société constate que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle qu'elle détient ou pour lesquels elle bénéficie ou bénéficiera de licences, sont contestés par des tiers.

En outre, la Société ne peut être certaine que la confidentialité de ses technologies non brevetées, de son savoir-faire ou de ses secrets industriels, sera efficacement garantie par les protections mises en place, et qu'en cas de violation, des recours satisfaisants pourront être exercés.

De plus, les concurrents de la Société pourraient contrefaire ses brevets ou autres droits de propriété intellectuelle ou les contourner par des innovations dans la conception. Pour empêcher la contrefaçon, la Société pourrait engager des actions qui seraient onéreuses et mobiliseraient ses équipes. La Société pourrait ne pas être en mesure d'empêcher l'appropriation illicite de ses droits de propriété intellectuelle dont il est difficile de contrôler l'usage non autorisé.

La survenance de l'un de ces événements concernant les droits de propriété intellectuelle de la Société pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou son développement.

La politique de protection de la propriété intellectuelle, mise en œuvre par la Société, prévoit notamment :

- le dépôt de brevets pour certaines technologies développées par la Société ;
- la protection spécifique du savoir-faire propriétaire (sécurisation des données informatiques, insertion de clauses de discrétion et de non-concurrence dans les contrats de travail des salariés de la Société, codification des informations utilisées pour la fabrication des ciments Hoffmann Green) ;
- l'insertion de clauses interdisant la rétro-ingénierie dans les contrats conclus avec les tiers ;
- une veille juridique régulière assurée par deux cabinets de conseil en propriété intellectuelle, ainsi que des recherches d'antériorité préalables aux dépôts de demandes de brevets.

La Société, qui est seule propriétaire de l'intégralité des éléments de propriété intellectuelle liés à son activité, est par ailleurs accompagnée de plusieurs conseils juridiques spécialisés en propriété intellectuelle.

A la date du Rapport Financier Semestriel, la Société n'est impliquée dans aucun litige relatif à sa propriété intellectuelle.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est élevé, étant considéré que :

- l'ensemble des produits Hoffmann Green reposant sur les technologies développées par la Société, la Société estime que la protection desdites technologies est un enjeu clé ;
- la réalisation des événements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (perte d'avantages compétitifs, impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société, risques de contentieux).

RISQUES FINANCIERS

1.4.1.10. Risques en termes de besoins de financement

La Société a des besoins de financement importants pour le déploiement de son outil industriel, et pour le développement et la commercialisation de ses produits.

Dans le cadre de sa stratégie la Société a pour ambition de financer, en plus de ses dépenses opérationnelles, la construction de deux nouveaux sites de production « H2 » et « H3 » dont la mise en service est respectivement prévue par la Société pour le second semestre 2022 et le premier semestre 2023. Le budget d'investissement de chacun de ces deux sites de production s'établit autour de 22 M€ (soit un investissement global d'environ 45 M€).

Au 30 juin 2020, la Société disposait d'une trésorerie de 56,4 M€ (trésorerie et OPCVM).

La Société dispose d'une trésorerie suffisante pour financer son développement.

La Société estime que le degré de criticité de ce risque net est moyen, étant considéré que :

- la Société dispose de la trésorerie nécessaire pour financer les investissements de H2 et H3 au 30 juin 2020 ;
- la réalisation des évènements décrits dans la présente section pourrait avoir un impact négatif élevé sur la Société (freins dans le développement des activités de la Société, impact sur le chiffre d'affaires et le niveau de rentabilité de la Société).

1.5. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le détail des opérations avec les parties liées telles que visées par les normes adoptées conformément au règlement européen (CE) 1606/2002, conclues par la Société au cours des exercices 2018 et 2019, figure à la note 2.6 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels présentée à la section 2 du Rapport Financier Semestriel.

2. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Il est rappelé que les dispositions légales applicables à la Société, dont les actions sont cotées sur Euronext Growth, n'exigent pas que les comptes semestriels fassent l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.



**Comptes consolidés résumés selon la norme IAS 34
du référentiel IFRS relative à l'information financière
intermédiaire au 30 juin 2020**

SOMMAIRE

1.1.	<i>Etat de situation financière</i>	27
1.2.	<i>Compte de résultat</i>	29
1.3.	<i>Eléments du résultat global</i>	30
1.4.	<i>Tableau des flux de trésorerie</i>	31
1.5.	<i>Tableau de variation des capitaux propres</i>	32
2.	Notes aux états financiers consolidés	33
2.1.	<i>Présentation de l'activité et des événements importants</i>	33
2.1.1.	Information relative à la Société et à son activité	33
2.1.2.	Evènements marquants au cours du 1er semestre 2020	33
2.1.3.	Principaux risques et incertitudes à venir	34
2.1.4.	Evènements postérieurs à la clôture	34
2.2.	<i>Principes, règles et méthodes comptables</i>	35
2.2.1.	Déclaration de conformité	35
2.2.2.	Principe de préparation des états financiers semestriels	35
2.2.3.	Continuité d'exploitation	35
2.2.4.	Méthodes comptables	36
2.2.5.	Estimations et hypothèses	36
2.2.6.	Périmètre au 30 juin 2020	36
2.3.	<i>Détail de l'état de situation financière</i>	37
2.3.1.	Immobilisations incorporelles	37
2.3.2.	Immobilisations corporelles	39
2.3.3.	Autres actifs financiers	41
2.3.4.	Autres actifs non courants	41
2.3.5.	Actifs d'impôts non courants	42
2.3.6.	Stocks et en cours	43
2.3.7.	Créances clients et autres actifs courants	44
2.3.8.	Trésorerie et équivalents trésorerie	45
2.3.9.	Capital	46
2.3.10.	Passifs financiers	46
2.3.11.	Provision pour engagement de retraite	50
2.3.12.	Autres provisions	50
2.3.13.	Passifs d'impôts non courants	51
2.3.14.	Dettes fournisseurs et autres dettes	51
2.4.	<i>Informations sur le compte de résultat</i>	53
2.4.1.	Chiffre d'affaires et indicateur de performance	53
2.4.2.	Achats consommés	53
2.4.3.	Charges de personnel et effectif	54
2.4.4.	Charges externes	55
2.4.5.	Détail des autres produits et charges opérationnels courants	56
2.4.6.	Détail des autres produits et charges opérationnels	56
2.4.7.	Coût de l'endettement net	57
2.5.	<i>Engagements hors bilan</i>	58
2.6.	<i>Autres informations : transactions avec des parties liées</i>	60

1. Comptes consolidés semestriels résumés établis selon la norme IAS 34 du référentiel IFRS pour la période de six mois clos le 30 juin 2020

1.1. Etat de situation financière

en milliers d'euros

A C T I F	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	2.3.1	3 116	2 302
Immobilisations corporelles	2.3.2	13 862	12 314
Autres actifs financiers	2.3.3	9 095	20 004
Autres actifs non courants	2.3.4	651	629
Actifs d'impôts non courants	2.3.5	4 932	3 432
Total actif non courant		31 656	38 681
Stocks et en-cours	2.3.6	216	177
Créances clients et comptes rattachés	2.3.7	469	1 287
Autres actifs courants	2.3.7	2 100	2 696
Actifs d'impôts courants		0	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.3.8	47 394	40 914
Total actif courant		50 179	45 074
TOTAL ACTIF		81 835	83 755

P A S S I F	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Capital social	1.5 et 2.3.9	13 602	13 602
Primes d'émission	1.5	61 952	61 952
Autres éléments du résultat global	1.5	0	-1
Réserves consolidées part du groupe	1.5	-5 066	-668
Résultat consolidé part du groupe	1.5	-4 414	-4 339
Capitaux propres part du groupe	1.5	66 074	70 548
Réserves consolidées part des minoritaires	1.5		
Résultat consolidé part des minoritaires	1.5		
Capitaux propres part des minoritaires	1.5		
Total capitaux propres		66 074	70 548
Emprunts et dettes financières	2.3.10	9 941	7 280
Provisions pour engagements de retraite	2.3.11	21	10
Autres provisions à long terme			
Autres passifs non courants	2.3.14	1 559	1 306
Passifs d'impôts non courants	2.3.13	40	27
Total passif non courant		11 562	8 623
Emprunts et dettes financières	2.3.9	1 695	1 032
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.3.14	1 673	2 644
Autres passifs courants	2.3.14	832	908
Passifs d'impôts courant			
Total passif courant		4 199	4 585
TOTAL PASSIF		81 835	83 755

1.2. Compte de résultat

en milliers d'euros

	Notes	30/06/2020	30/06/2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.4.1	96	33
Autres produits de l'activité		4	
Achats consommés	2.4.2	-119	-153
Charges de personnel	2.4.3	-658	-252
Charges externes	2.4.4	-1 622	-642
Impôts et taxes		-49	-7
Dotations amortissements	2.3.1 et 2.3.2	-761	-586
Dotations / Reprises provisions et dépréciations	2.3.11	-11	-7
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		18	15
Autres produits et charges opérationnels courants	2.4.5	227	197
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-2 876	-1 401
Autres produits et charges opérationnels	2.4.6	13	-6
RESULTAT OPERATIONNEL		-2 863	-1 408
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		129	
Coût de l'endettement financier brut		-3 169	-104
Coût de l'endettement financier net	2.4.7	-3 039	-104
Autres produits et charges financiers	2.4.7	3	0
Charges d'impôt		1 485	468
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-4 414	-1 044
Part du groupe		-4 414	-1 044
Part des minoritaires			
RESULTAT NET DE BASE PAR ACTION	-	0,3248	-0,440
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION	-	0,3248	-0,435

1.3. Eléments du résultat global

en milliers d'euros

	30/06/2020	30/06/2019
RESULTAT DE LA PERIODE	-4 414	-1 044
Eléments recyclables en compte de résultat		
Ecarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers		
Impôts sur éléments comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		
Eléments non recyclables en compte de résultat		
Impôts sur éléments comptabilisés directement en autres éléments du résultat global	0	0
Ecarts actuariels	0	-1
Produits et charges comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	0	-1
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	-4 414	-1 045
Part du groupe	-4 414	-1 045
Part des minoritaires		

1.4. Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	30/06/2020	30/06/2019
<u>FLUX DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des entreprises intégrées	-4 414	-1 044
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 731	593
Reprises de subventions	-135	-108
Plus et moins-values de cessions		
Charges sans incidences sur la trésorerie		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-2 818	-560
Coût de l'endettement financier net	2 081	103
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-1 485	-468
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	-2 223	-925
Impôts versés	-1	4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
- Autres actifs non courants	-22	
- Stocks	-40	-81
- Clients	818	106
- Autres actifs courants (hors prêts et cautions)	596	-188
- Autres passifs non courants	253	8
- Fournisseurs	-696	89
- Autres passifs courants	58	-775
Total	968	-840
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 256	-1 761
<u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisitions d'immobilisations	-2 344	-1 607
Cessions d'immobilisations		
Variation des prêts et avances consenties	9 950	
Acquisition complémentaire 85% Argimmo		-85
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	7 606	-1 692
<u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Augmentation de capital de la société mère		
Actions propres	-59	
Emissions d'emprunts	2 588	14 650
Remboursements d'emprunts	-318	-987
Coût de l'endettement financier net	-2 081	-103
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	129	13 560
<u>VARIATION DE LA TRESORERIE</u>	6 480	10 108
Trésorerie d'ouverture	40 914	-883
Trésorerie de clôture	47 394	9 225
Variation de la trésorerie	6 480	10 108

1.5. Tableau de variation des capitaux propres

en milliers d'euros

	Capital social	Primes	Autres éléments du résultat global	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres	Intérêts minoritaires	Capitaux propres groupe
Au 31 décembre 2018	2 120	630	0	3 065	-1 177	4 638	833	3 805
Mouvements :								
Affectation résultat N-1				-1 177	1 177			
Dividendes versés aux associés de la société mère								
Dividendes versés aux minoritaires des filiales								
Acquisition complémentaire ARGIMMO				-85		-85	-65	-20
Dilution HGCT suite conversion obligations en actions				400		400	123	277
Fusion HJB TECH / HGCT	253	2 481		-2 734			-891	891
Ecart actuariels			-1			-1		-1
Résultat consolidé					-1 044	-1 044		-1 044
Au 30 juin 2019	2 373	3 110	-1	-531	-1 044	3 908		3 908
Au 31 décembre 2019	13 602	61 952	-1	-668	-4 339	70 548		70 548
Mouvements :								
Affectation résultat N-1			1	-4 339	4 339			
Dividendes versés aux associés de la société mère								
Dividendes versés aux minoritaires des filiales								
Actions propres				-59		-59		-59
Ecart actuariels			0			0		0
Résultat consolidé					-4 414	-4 414		-4 414
Au 30 juin 2020	13 602	61 952	0	-5 066	-4 414	66 074		66 074

2. Notes aux états financiers consolidés

(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette note annexe sont en milliers d'euros)

2.1. Présentation de l'activité et des évènements importants

2.1.1. Information relative à la Société et à son activité

La société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES est une Société Anonyme (S.A) à directoire et conseil de surveillance. Les comptes établis selon le référentiel IFRS comprennent la société mère HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES et sa filiale ARGIMMO.

La situation a une durée de six mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin.

Adresse du siège social : 6 La Bretaudière - Chaillé-Sous-Les-Ormeaux - Rives de l'Yon (85310), France.

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 809 705 304.

Le Groupe HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES a développé une innovation consistant à faire évoluer la composition même du ciment pour parvenir à une empreinte carbone bien inférieure à celle qui caractérise le ciment traditionnel « Portland ».

La société ARGIMMO a été créée le 17 février 2017, structure dans laquelle est logée l'usine de production de Bournezeau.

La Société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES et sa filiale est ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

Les comptes semestriels ont été arrêtés par le Directoire le 2 octobre 2020.

2.1.2. Evènements marquants au cours du 1^{er} semestre 2020

L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de la COVID-19 adopté en mars 2020 en France perturbe l'activité du groupe, sans qu'il soit possible de chiffrer les incidences à la date d'arrêté des présents comptes consolidés du fait de l'imprévisibilité de l'évolution de cette crise.

La société est très attentive à la situation et a pris les mesures adéquates pour limiter les impacts négatifs qui pourraient en résulter, notamment par la mise en œuvre d'une activité partielle pour une partie de l'effectif, ce à compter du 17 mars 2020 jusqu'au 13 juin 2020. Par ailleurs, des reports d'échéances sociales ont été mis en place auprès de l'Urssaf et des caisses de retraite, ainsi que des reports d'échéances de crédit-bail, d'emprunts et d'avances remboursables auprès des partenaires bancaires.

Au 31 décembre 2019, la Société disposait de 20 M€ de trésorerie placée à long terme (OPCVM). Au cours du 1^{er} semestre 2020, la société a souhaité réduire son exposition au marché obligataire privé et a ainsi cédé la moitié de son portefeuille, actant une perte de 2 126 K€. Par ailleurs, une dépréciation de 958 K€ a été constituée sur les placements en cours. Elle représente la perte latente

au 30 juin 2020. Ces pertes sont liées à la dégradation des marchés financiers suite à la COVID-19.

La Société a mis en service l'extension de l'usine de production au cours du premier semestre 2020 pour un investissement global de 730 K€, financé par crédit-bail. Dans le cadre de la COVID-19, la première échéance du crédit-bail est reportée au 5 septembre 2020 au lieu du 5 avril 2020 initialement prévu.

2.1.3. Principaux risques et incertitudes à venir

L'appréciation des risques, faisant référence à l'information mentionnée dans le rapport sur les états financiers 2019, dans le chapitre « Appréciation des facteurs de risques », a évolué comme décrit au point 1.4 du Rapport Financier Semestriel.

2.1.4. Evènements postérieurs au 1^{er} semestre de l'exercice 2020

Sur le plan industriel, le permis de construire et le dossier d'enregistrement ICPE de l'usine H2 ont été déposés respectivement les 7 juillet 2020 et 29 juillet 2020 et la Société a signé au début du mois de juillet 2020 un contrat avec la compagnie d'assurance Axa portant sur la garantie de l'activité de fabrication du béton à base de ciment H-UKR.

Sur le plan commercial, la Société a signé le 8 juillet 2020 avec GCC un contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume sur la technologie H-UKR et le 20 juillet 2020 avec Capremib un contrat de partenariat de 3 ans avec engagement de volume pour la construction d'écrans acoustiques en bois de béton.

Enfin, la Société a réceptionné fin juillet 2020 le déploiement de son ERP (Progiciel de Gestion Intégré).

2.2. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

2.2.1. Déclaration de conformité

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'établissement des états financiers, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2019 établi selon le même référentiel.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), comprend les normes comptables internationales (IAS – International Accounting Standards et IFRS – International Financial Reporting Standards), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (IFRIC - International Financial Interpretations Committee).

Les principes généraux, les méthodes comptables et options retenus par le Groupe sont décrits ci-après.

2.2.2. Principe de préparation des états financiers semestriels

Les états financiers semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale IAS 34 (« Information financière intermédiaire »), telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels, il s'agit de comptes résumés.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en cohérence avec les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2019. À l'exception des spécificités de la norme IAS 34 et des nouvelles normes applicables au 1er janvier 2020 listées ci-dessous, les principes comptables appliqués pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2019. Les principales zones de jugement et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans les comptes consolidés 2019.

2.2.3. Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu par le Directoire sur la base d'une trésorerie disponible au 30 juin 2020 qui doit permettre de couvrir ses besoins de trésorerie prévisionnels pour les 12 prochains mois.

2.2.4. Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour la Société au 1^{er} janvier 2020.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2020

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Définition de « l'importance relative »
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 – Réforme des taux d'intérêt de référence

Normes, interprétations et amendements applicables par anticipation sur option

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2020 (les dates d'application sont les dates reconnues par l'EFRAG) :

- Amendements à IFRS 3 - Regroupements d'entreprises
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS
- Amendements à IFRS 16 – Allègements de loyer liés au Covid-19

Les normes IFRS 17 et IFRS 4 ne sont pas applicables à l'entité puisque l'entité ne traite pas de contrats d'assurance.

2.2.5. Estimations et hypothèses

La Direction de la société revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances. Celles-ci constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments de produits et de charges et d'actif et de passif. Ces estimations ont une incidence sur les montants de produits et de charges et sur les valeurs d'actifs et de passifs. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement être différents des estimations retenues.

2.2.6. Périmètre au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, le Groupe est constitué de 2 entités consolidées par intégration globale.

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
HGCT	IG	-	-	RIVES DE LYON	France
ARGIMMO	IG	100,00%	100,00%	RIVES DE LYON	France

2.3. Détail de l'état de situation financière

2.3.1. Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	771	554		1 325
Acquisitions			264	264
Cessions				
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
Au 30 juin 2019	771	554	264	1 589
Au 31 décembre 2019	1 732	554	107	2 392
Acquisitions			900	900
Cessions				
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
Au 30 juin 2020	1 732	554	1 007	3 293

Variation des amortissements des immobilisations incorporelles (en K€)

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	4	0		4
Dotations	39	0		39
Reprises				
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
Au 30 juin 2019	43	0		43
Au 31 décembre 2019	89	1		90
Dotations	87	0		87
Reprises				
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
Au 30 juin 2020	176	1		177

Variation des immobilisations incorporelles nettes (en K€)

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	767	554		1 321
Au 30 juin 2019	728	554	264	1 546
Au 31 décembre 2019	1 642	553	107	2 302
Au 30 juin 2020	1 556	553	1 007	3 116

Les durées d'utilité retenues pour amortir les immobilisations incorporelles identifiables sont les suivantes :

- Frais de développement 10 ans
- Logiciels & licences 2 ans

Les frais de développement liés aux technologies H-P2A et H-EVA s'élèvent à 309 K€ bruts et sont mis en service depuis le 15 novembre 2018. Ceux liés à la technologie H-UKR s'élèvent à 462 K€ bruts et sont mis en service depuis le 31 décembre 2018. Ces technologies font l'objet d'améliorations constantes. A ce titre, 961 K€ supplémentaires ont été activés en 2019.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement au goodwill issu de l'absorption de la société ARGIWEST au 30 juin 2017, qui s'élève à 553 K€.

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent aux développements de produits en lien avec les technologies existantes pour 764 K€ et à la mise en place d'un nouvel ERP pour 243 K€ dont la mise en service devrait avoir lieu sur le 2nd semestre 2020.

Le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2019 n'a pas mis en évidence de perte de valeur nécessitant la comptabilisation d'une provision pour dépréciation des incorporels. Au 30 juin 2020, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable du goodwill au 31 décembre 2019 ne sont pas substantiellement modifiées.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au titre du premier semestre 2020.

2.3.2. Immobilisations corporelles

Variation des immobilisations corporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	536	4 412	5 565	639	0	11 151
Acquisitions	363	29	303	248	216	1 158
Cessions						
Virement de poste à poste			-9			-9
Variation de périmètre						
Remboursement par avoir	-3	-2	-10			-15
Au 30 juin 2019	896	4 439	5 848	887	216	12 286
Au 31 décembre 2019	1 184	4 425	6 938	1 107	88	13 743
Acquisitions		917	54	320	931	2 222
Cessions						
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Remboursement par avoir						
Au 30 juin 2020	1 184	5 342	6 992	1 427	1 020	15 965

Variation des amortissements des immobilisations corporelles (en K€)

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	4	47	131	108		290
Dotations	13	105	370	59		547
Reprises	0		0			0
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Au 30 juin 2019	17	152	501	167		836
Au 31 décembre 2019	30	247	902	250		1 429
Dotations	13	109	452	100		674
Reprises						
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Au 30 juin 2020	43	356	1 354	350		2 103

Variation des immobilisations corporelles nettes (en K€)

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2018	532	4 365	5 434	531	0	10 862
Au 30 juin 2019	880	4 287	5 347	720	216	11 450
Au 31 décembre 2019	1 155	4 177	6 036	857	88	12 314
Au 30 juin 2020	1 142	4 985	5 638	1 077	1 020	13 862

Dont flux sur les immobilisations corporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 :

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2018	409	3 315	1 035	179	4 938
Acquisitions		27	30	96	154
Cessions					
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
Au 30 juin 2019	409	3 342	1 065	275	5 091
Au 31 décembre 2019	409	3 342	1 065	321	5 137
Acquisitions		917		137	1 054
Cessions					
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
Remboursement par avoir					
Au 30 juin 2020	409	4 259	1 065	458	6 191

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2018		43	12	52	108
Dotations		82	74	30	186
Reprises					
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
Au 30 juin 2019		125	87	82	294
Au 31 décembre 2019		199	164	125	487
Dotations		87	77	45	209
Reprises					
Virement de poste à poste					
Variation de périmètre					
Au 30 juin 2020		286	241	170	696

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2018	409	3 272	1 023	127	4 830
Au 30 juin 2019	409	3 217	979	193	4 797
Au 31 décembre 2019	409	3 143	902	196	4 649
Au 30 juin 2020	409	3 974	825	288	5 495

2.3.3. Autres actifs financiers

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
OPCVM (sous forme d'obligations)	10 000	20 000
Dépréciation des OPCVM (sous forme d'obligations)	-958	
Autres titres immobilisés ⁽¹⁾	51	
Dépôts et cautionnements ⁽²⁾	3	4
TOTAL	9 095	20 004

⁽¹⁾ Titres GIE Diamond pour 1 K€ et parts sociales bancaires pour 50 K€.

⁽²⁾ Les dépôts et cautionnements correspondent à la caution sur un loyer et aux cautions sur badges autoroute.

2.3.4. Autres actifs non courants

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Etat - subvention d'investissement à recevoir	629	629
Charges constatées d'avance > 1 an	22	
TOTAL	651	629

2.3.5. Actifs d'impôts non courants

	30/06/2020		31/12/2019	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Décalages temporaires				
Déficits fiscaux	19 855	4 964	13 772	3 443
Opcvm			6	1
Retraitements				
Frais de constitution	1	0	1	0
Amortissements dérogatoires	-176	-44	-89	-22
Locations	41	10	33	8
Crédits bails	0	0	-3	-1
Engagements retraite	21	5	10	2
Dépréciation actions propres	-13	-3	-1	0
TOTAL	19 729	4 932	13 728	3 432

L'impôt différé constaté trouve essentiellement son origine dans les déficits fiscaux de HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES.

Le Groupe a activé l'ensemble des déficits de la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES sur la base de prévisionnels qui permettront d'apurer les déficits en question sur un horizon de cinq ans. Les déficits ont été activés au taux de 25 %, conformément aux taux votés à ce jour.

2.3.6. Stocks et en cours
Variation des stocks et en-cours nets

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Matières premières et autres approvisionnements	197	175
En-cours de production		
Produits intermédiaires et finis	19	2
Marchandises		
Provision pour dépréciation		
TOTAL	216	177

Evolutions des provisions pour dépréciation	30/06/2020	31/12/2019
Valeur à l'ouverture		
Augmentation		
Diminution		
Valeur à la clôture	0	0

2.3.7. Créances clients et autres actifs courants

Créances clients

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Créances clients brutes	469	1 287
Provision pour dépréciation		
TOTAL	469	1 287

Autres actifs courants

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Avances et acomptes versés	183	278
Créances sociales	0	0
Créances fiscales	1 327	1 740
Autres créances courantes	546	613
Charges constatées d'avance	44	65
TOTAL	2 100	2 696

Les créances fiscales sont détaillées comme suit :

Créances fiscales	30/06/2020	31/12/2019
Etat - subvention d'investissement à recevoir	368	338
Etat - tva	574	791
Etat - créance liée au CIR	385	612
TOTAL	1 327	1 740

En actifs courants, figurent les montants obtenus chaque année au titre du CIR. Les montants de 2019 ont été remboursés par l'Etat, la créance du 30 juin 2020 correspond au CIR calculé au titre du 1^{er} semestre 2020.

Les autres créances courantes sont détaillées comme suit :

Autres créances	30/06/2020	31/12/2019
Fournisseurs débiteurs et AAR	35	2
Débiteurs divers	511	611
TOTAL	546	613

Les montants figurant au poste « Débiteurs divers » correspondent principalement aux avances de trésorerie concédées à des parties liées.

Les débiteurs divers concernant les parties liées (IAS 24) sont présentés à la note 2.6.

Echéancier des créances clients

La ventilation des créances clients est la suivante :

Au 30/06/2020	Valeur au bilan	Non échues	Echues		
			< 90j	> 90j < 6mois	> 6 mois
Créances clients (actifs non courants)					
Créances clients (actifs courants)	469	109	16	311	33
TOTAL	469	109	16	311	33

Au 31/12/2019	Valeur au bilan	Non échues	Echues		
			< 90j	> 90j < 6mois	> 6 mois
Créances clients (actifs non courants)					
Créances clients (actifs courants)	1 287	943	311		33
TOTAL	1 287	943	311		33

2.3.8. Trésorerie et équivalents trésorerie

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Comptes à terme	19 007	23 512
Disponibilités	28 387	17 402
Total trésorerie de clôture	47 394	40 914
Découverts bancaires		
Total trésorerie nette de clôture	47 394	40 914

2.3.9. Capital

Evolution du capital

	01/01/2020	Augmentation	Réduction	30/06/2020
Nombre d'actions	13 602 387			13 602 387
Nominal en €	1,00			1,00
Capital en euros	13 602 387			13 602 387

2.3.10. Passifs financiers

Emprunts et dettes financières non courants / courants

	En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts bancaires		4 155	2 090
Avance Ademe		786	1 026
Aide remboursable BPI		395	395
Aide remboursable BPI		35	35
Prêt participatif Total		209	259
Dettes sur crédits-bails		3 486	2 806
Dettes sur locations simples		840	640
Intérêts courus		35	30
Emprunts et dettes financières non courants		9 941	7 280
Emprunts bancaires		778	460
Avance Ademe		240	
Aide remboursable BPI		64	64
Aide remboursable BPI		28	28
Prêt participatif Total		91	41
Dettes sur crédits-bails		266	279
Dettes sur locations simples		195	159
Dettes financières diverses			1
Intérêts courus		33	
Emprunts et dettes financières courants		1 695	1 032
TOTAL		11 636	8 313

Ventilation des dettes financières par échéance

Dettes financières en valeur de remboursement (en milliers d'€)	Part à moins d'1 an	Part de 1 à 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Au 30 juin 2020				
Emprunts bancaires	778	4 111	44	4 933
Avance Ademe	240	786		1 026
Aide remboursable BPI	64	371	25	460
Aide remboursable BPI	28	35		63
Prêt participatif Total	91	209		300
Dettes sur crédits-bails	266	1 383	2 103	3 751
Dettes sur locations simples	195	565	276	1 035
Intérêts courus	33	35		68
Emprunts et dettes financières	1 695	7 494	2 447	11 636
<i>Dettes financières courantes</i>				<i>1 695</i>
<i>Dettes financières non courantes</i>				<i>9 941</i>

Dettes financières en valeur de remboursement (en milliers d'€)	Part à moins d'1 an	Part de 1 à 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Au 31 décembre 2019				
Emprunts bancaires	460	2 047	43	2 550
Avance Ademe		1 026		1 026
Aide remboursable BPI	64	371	25	460
Aide remboursable BPI	28	35		63
Prêt participatif Total	41	259		300
Dettes sur crédits-bails	279	1 175	1 631	3 084
Dettes sur locations simples	159	405	235	799
Dettes financières diverses	1			1
Intérêts courus		30		30
Emprunts et dettes financières	1 032	5 346	1 934	8 313
<i>Dettes financières courantes</i>				<i>1 032</i>
<i>Dettes financières non courantes</i>				<i>7 280</i>

Réconciliation entre la valeur au bilan et la valeur de remboursement

Réconciliation valeur au bilan / valeur de remboursement (en milliers d'€)	Valeur de remboursement	Coût amorti	Juste valeur	Valeur au bilan
Au 30 juin 2020				
Emprunts bancaires	4 933			4 933
Avance Ademe	1 026			1 026
Aide remboursable BPI	500	-40		460
Aide remboursable BPI	65	-3		63
Prêt participatif Total	300			300
Dettes sur crédits-bails	3 751			3 751
Dettes sur locations simples	1 035			1 035
Intérêts courus	68			68
Emprunts et dettes financières	11 679	-43		11 636

Réconciliation valeur au bilan / valeur de remboursement (en milliers d'€)	Valeur de remboursement	Coût amorti	Juste valeur	Valeur au bilan
Au 31 décembre 2019				
Emprunts bancaires	2 550			2 550
Avance Ademe	1 026			1 026
Aide remboursable BPI	500	-40		460
Aide remboursable BPI	65	-3		63
Prêt participatif Total	300			300
Dettes sur crédits-bails	3 084			3 084
Dettes sur locations simples	799			799
Dettes financières diverses	1			1
Intérêts courus	30			30
Emprunts et dettes financières	8 356	-43		8 313

Flux des emprunts et dettes financières non courants / courants

Valeurs brutes	Emprunts bancaires	Emprunts obligataires	Avance Ademe	Aide remboursable BPI	Prêt participatif Total	Découverts bancaires	Dettes sur crédits-bails	Dettes sur locations simples	Dettes financières diverses	Intérêts courus	TOTAL
Au 31 décembre 2018	0	418	331	312	100	1 061	3 357	742	768	0	7 088
Nouveaux		14 650						154			14 804
Remboursements		-18		-6			-136	-65			-224
Variation de l'exercice		-400				-1 061		-762			-2 223
Au 30 juin 2019	0	14 650	331	306	100	0	3 222	830	6	0	19 445
Au 31 décembre 2019	2 550	0	1 026	522	300	0	3 084	799	1	30	8 313
Nouveaux	2 550						730	324		38	3 642
Remboursements	-167						-63	-88			-318
Virement de poste à poste									-1		-1
Au 30 juin 2020	4 933	0	1 026	522	300	0	3 751	1 035	0	68	11 636

L'avance ADEME est une aide publique de l'Etat accordée à la Société dans le cadre du projet de construction d'un pilote industriel, dédié à la fabrication d'un liant à basse empreinte carbone. Cette aide a été accordée en décembre 2016 pour un montant global de 1 367 K€ dont il reste 342 K€ à percevoir au 30 juin 2020. La date de fin de remboursement est fixée au 30 juin 2024, moyennant une date de fin de phase d'investissement le 29 juin 2020. Conformément à IFRS 9, la dette est enregistrée initialement à sa juste valeur et correspond à l'actualisation des prélèvements futurs aux taux définis au contrat.

Les avances remboursables BPI sont des aides à l'innovation accordées à la société dans le cadre du même projet que celui évoqué ci-avant :

- Une première avance d'un montant global de 95 K€ a été accordée en 2016. La date de fin de remboursement est reportée du 31 décembre 2021 au 30 juin 2022 suite au report de deux échéances trimestrielles dans le cadre de la Covid-19. Conformément à IFRS 9, la dette est enregistrée à sa juste valeur, c'est-à-dire avec une décote, de manière à ramener son taux d'intérêt de zéro à celui d'une dette normale. L'avantage qui en découle a été traité comme une subvention selon les dispositions de la norme IAS 20, et figure donc en produit différé (autres passifs courants et autres passifs non courants selon l'échéance). Le solde au 30 juin 2020 est de 63 K€. Nonobstant l'échec technique ou commercial ou le succès technique ou commercial partiel du programme, le Groupe garantit à BPI France Financement le paiement d'une somme forfaitaire de 40 K€, dont 30 K€ sont versés au 30 juin 2020.
- Une seconde avance, d'un montant global de 500 K€ a été accordée en 2018. La date de fin de remboursement est reportée du 31 mars 2025 au 30 septembre 2025 suite au report de deux échéances trimestrielles dans le cadre de la Covid-19. Conformément à IFRS 9, et de manière analogue à la première aide, la dette est enregistrée initialement à sa juste valeur, c'est-à-dire avec une décote, de manière à ramener son taux d'intérêt de zéro à celui d'une dette normale. L'avantage qui en découle a été traité comme une subvention selon les dispositions de la norme IAS 20, et figure donc en produit différé (autres passifs courants et autres passifs non courants selon l'échéance). Le solde au 30 juin 2020 est de 460 K€. Nonobstant l'échec technique ou commercial ou le succès technique ou commercial partiel du programme, le Groupe garantit à BPI France Financement le paiement d'une somme forfaitaire de 200 K€. Aucun versement n'a été effectué au 30 juin 2020. La première échéance est prévue au 31 décembre 2020.

Le prêt participatif Total est un prêt non bancaire accordé par le Groupe Total pour un montant global de 400 K€, dont 100 K€ restent à débloquer. Ce prêt a été contracté au taux fixe de 1% et bénéficie d'un différé de remboursement de 24 mois. La première échéance tombera donc le 15 août 2020. Son échéance est prévue le 15 juillet 2023.

2.3.11. Provision pour engagement de retraite

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Hypothèses	30/06/2020	31/12/2019
Référence taux d'actualisation	Taux IBOXX corporate AA + 10 ans	
Taux d'actualisation	0,74%	0,77%
Table de mortalité	INSEE 2010-2012 INSEE 2010-2012	
Progression des salaires	4% dégressif	4% dégressif
Taux de turn-over	2,75%	2,75%
Age de départ à la retraite	62 ans	62 ans

Evolution de l'engagement

En milliers d'€	Engagements de retraite
Au 31 décembre 2018	2
Dotations	7
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	1
Au 30 juin 2019	9
Au 31 décembre 2019	10
Dotations	11
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	0
Au 30 juin 2020	21

2.3.12. Autres provisions

Le Groupe n'a constaté aucune autre provision.

2.3.13. Passifs d'impôts non courants

	30/06/2020		31/12/2019	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Décalages temporaires				
Déficits fiscaux	-15	-4	-7	-2
Retraitements				
Crédits bails	177	44	114	28
TOTAL	162	40	106	27

2.3.14. Dettes fournisseurs et autres dettes

Ventilation par nature des dettes fournisseurs et autres dettes

Dettes fournisseurs

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs	964	1 660
Dettes d'immobilisations	709	985
TOTAL	1 673	2 644

Autres passifs non courants

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Produits constatés d'avance	1 559	1 306
TOTAL	1 559	1 306

Les produits constatés d'avance sont détaillés comme suit :

Produits constatés d'avance	30/06/2020	31/12/2019
CIR	1 140	820
BPI - subvention sur avance à taux 0	30	30
Subventions d'investissement	389	456
TOTAL	1 559	1 306

Autres passifs courants

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
Dettes sociales & fiscales	515	622
Autres dettes	7	3
Produits constatés d'avance	310	284
TOTAL	832	908

Les dettes sociales et fiscales sont détaillées comme suit :

Dettes sociales & fiscales	30/06/2020	31/12/2019
Dettes sociales	431	252
Etat - tva	28	327
Etat - charges à payer	55	42
TOTAL	515	622

Les autres dettes sont détaillées comme suit :

Autres dettes	30/06/2020	31/12/2019
Clients créditeurs et AAE		
Créditeurs divers	7	3
TOTAL	7	3

2.4. Informations sur le compte de résultat

2.4.1. Chiffre d'affaires et indicateur de performance

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits et des services.

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Vente de ciment ou vente au volume	83	0
Ventes de prestations de services	13	33
TOTAL	96	33

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
France	96	33
Export		
TOTAL	96	33

Le Groupe est en phase de démarrage.

Indicateur de performance

EBITDA

	30/06/2020	30/06/2019
Résultat opérationnel courant	-2 876	-1 401
Dotations aux amortissements	761	586
Dépréciations des actifs nettes des reprises	11	7
EBITDA¹	-2 103	-809
<i>En pourcentage de CA</i>	<i>Non significatif</i>	<i>Non significatif</i>

¹ EBITDA : L'EBITDA est défini par le Groupe comme le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

2.4.2. Achats consommés

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Achats de matières premières	-46	-135
Variation de stocks de matières premières	22	65
Achats non stockés	-79	-73
Transports sur achats	-16	-10
TOTAL	-119	-153

Les achats non stockés comprennent essentiellement l'électricité, le carburant, le petit outillage et les fournitures nécessaires au laboratoire.

2.4.3. Charges de personnel et effectif

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Salaires	-503	-362
Rémunération gérant	0	0
Variation provision pour congés payés	-46	-29
Primes	0	-40
Indemnités & avantages divers	-34	-75
Charges sociales	-241	-206
Production immobilisée (frais de développement)	148	229
CIR		78
Subvention Feder		90
Transferts de charges	18	63
TOTAL	-658	-252

Effectif moyen du Groupe

	30/06/2020	30/06/2019
Cadres	10	7
Employés	7	6
Ouvriers		
Apprentis	1	1
TOTAL	17	14

2.4.4. Charges externes

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Locations ponctuelles	-116	-52
Entretien	-49	-48
Frais d'études	-521	
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-901	-286
Publicité	-244	-238
Déplacements, missions et réceptions	-105	-33
Autres postes	-113	-48
Production immobilisée	426	58
Subvention Feder		2
Transferts de charges	1	4
TOTAL	-1 622	-642

Les frais d'études correspondent à l'achat de matières pour la réalisation de tests.

Les honoraires sont principalement constitués des honoraires comptables, juridiques et de conseils (pour les dossiers d'aides notamment, mais aussi pour la détermination du CIR, l'établissement de comptes consolidés IFRS, les études CSTB, la stratégie informatique & d'organisation, la gestion des brevets, les essais en laboratoires ou encore les honoraires de certification).

Les frais de publicité sont constitués de dépenses de stratégie & de charges de communication.

2.4.5. Détail des autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
QP subvention d'investissement reprise au résultat	135	108
Autres produits	105	88
Autres charges	-13	0
TOTAL	227	197

Les QP de subvention d'investissement sont détaillées comme suit :

QP subvention d'investissement reprise au résultat	30/06/2020	30/06/2019
Reprise de subvention CIR	44	17
Reprise de subvention sur avance à taux 0		1
Reprise de subvention FEDER sur process de fabrication	91	90
TOTAL	135	108

Les autres produits courants sont détaillés comme suit :

Autres produits	30/06/2020	30/06/2019
Frais d'amortissement activés au titre des frais de développement	83	20
Frais d'amortissement activés au titre du CIR		64
Frais d'amortissement activés au titre de la subvention FEDER		2
Autres produits	22	2
TOTAL	105	88

2.4.6. Détail des autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Autres produits et charges non courants	13	-6
TOTAL	13	-6

2.4.7. Coût de l'endettement net

Coût de l'endettement financier net

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Revenus des OPCVM (sous forme d'obligations)	125	
Revenus des comptes-courants bancaires	5	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	129	0
Intérêts des emprunts obligataires		-11
Intérêts des emprunts	-7	
Intérêts sur crédits-bails	-43	-45
Intérêts sur locations simples	-13	-13
Intérêts sur aide remboursable Bpi		-1
Intérêts sur aide remboursable PIA 1	-16	
Intérêts sur prêt participatif Total	-2	-1
Intérêts bancaires	-4	-22
Intérêts sur comptes-courants		-11
Pertes sur OPCVM (sous forme d'obligations)	-2 126	
Dépréciation OPCVM (sous forme d'obligations)	-958	
Coût de l'endettement financier brut	-3 169	-104
Coût de l'endettement financier net	-3 039	-104

Le coût de l'endettement financier net regroupe d'une part, les intérêts sur emprunts et autres dettes financières, et d'autre part, les revenus de placement.

Autres produits et charges financiers

En milliers d'€	30/06/2020	30/06/2019
Revenus des autres actifs courants	3	1
Autres produits financiers	3	1
Intérêts des autres passifs courants		-1
Autres charges financières	0	-1
TOTAL	3	0

2.5. Engagements hors bilan

En milliers d'€	30/06/2020	31/12/2019
<u>Engagements donnés</u>		
Nantissement de dépôt à terme	1 000	1 000
Commandes d'immobilisations	1 111	318
Emprunt obtenu non encore encaissé	0	2 550
Intérêts sur avances remboursables PIA 1	112	129
Intérêts sur prêt conditionné Total	5	6
Intérêts des emprunts	118	53
Intérêts sur crédit-bail	533	503
Intérêts sur locations simples	87	91
Total engagements donnés	2 967	4 650
<u>Engagements reçus</u>		
Commandes d'immobilisations	1 111	406
Emprunt obtenu non encore encaissé	0	2 550
Prêt conditionné Total	100	100
Intérêts sur avances remboursables PIA 1	112	129
Intérêts sur prêt conditionné Total	5	6
Intérêts des emprunts	118	53
Intérêts sur crédit-bail	533	503
Intérêts sur locations simples	87	91
Total engagements reçus	2 067	3 838

En garantie d'un prêt de 2 550 K€ souscrit auprès d'un organisme bancaire, la société HGCT a nanté un compte de dépôt à terme pour un montant de 1 M€.

Dans le cadre du projet d'investissement d'avenir (PIA 1), consistant en la construction d'un pilote industriel dédié à la fabrication d'un liant à basse empreinte carbone, il a été accordé à la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES une aide publique de l'Etat d'un montant de 1 367 K€. La société débloque ces sommes au fur et à mesure qu'elle engage les dépenses éligibles. Au 30 juin 2020, la société a perçu 1 026 K€.

La société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES s'est portée caution solidaire de la SARL ARGIMMO, à hauteur de 545 K€, au profit de la société BATIROC BRETAGNE, en garantie de la souscription du crédit-bail immobilier.

A titre de garantie en paiement des loyers dus au crédit-bailleur, la SARL ARGIMMO cède au crédit-bailleur ses créances nées et à naître sur la SA HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES. Le montant du capital restant dû au 30 juin 2020 s'élève à 2 179 K€ auquel s'ajoutent les intérêts hors bilan pour un montant de 430 K€ (inclus dans les 533 K€ mentionnés dans le tableau ci-dessus).

En contrepartie de l'ouverture d'un compte OPCVM (sous forme d'obligations), la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES s'est vu octroyée en date du 14 janvier 2020 :

- Une ouverture de crédit utilisable par découvert en compte pour des besoins de trésorerie pour un montant maximum de 10 M€. Cette ouverture de crédit prend fin au 31 janvier 2021. En cas d'ouverture du crédit, celui-ci devra être remboursé avant le 31/01/2021.

La société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES a conclu le 14 janvier 2020, une utilisation de ce crédit à hauteur de 100 000 €.

Le compte Titres (OPCVM) pour un montant de 10 M€ est porté en garantie de ces crédits.

Dans le cadre de la construction d'une seconde usine (H2), la société HGCT a déjà procédé au paiement de factures pour un montant de 107 K€ présentes en immobilisations en cours. Les frais sont principalement constitués de frais d'études, assistance à maîtrise d'ouvrage, analyses techniques... Le montant des engagements ne peut être déterminé de manière fiable sur cet investissement. Il est à noter que le budget prévisionnel (en cours de réalisation) prévoit un investissement aux alentours de 22 M€.

2.6. Autres informations : transactions avec des parties liées

A C T I F	30/06/2020	31/12/2019
Créances clients et comptes rattachés		
Autres actifs courants	490	612
Total actif courant	490	612
TOTAL ACTIF	490	612
P A S S I F	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	280	279
Autres passifs courants		
Total passif courant	280	279
TOTAL PASSIF	280	279
	30/06/2020	30/06/2019
Charges de personnel		-12
Charges externes	-142	-134
Autres produits et charges opérationnels		
RESULTAT OPERATIONNEL	-142	-146
Coût de l'endettement financier net		0
Autres produits et charges financiers	2	1
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-140	-145

Conformément à la norme IAS 24, le Groupe communique des informations relatives aux transactions significatives entre parties liées dès lors qu'elles ne constituent pas des flux internes au Groupe.


Les transactions avec les parties liées concernent :

- des opérations avec les sociétés Gillaizeau et JB Finance, actionnaires directement ou indirectement du Groupe.
- et la société Argilus, filiale de la société Gillaizeau, qui facture des prestations de services.

La détermination de la relation entre parties liées tient compte de la substance de la relation et de toute situation ayant existé au cours de l'exercice, même si cette situation ne s'applique plus à la date de clôture.

3. COMPTES SOCIAUX SEMESTRIELS

Il est rappelé que les dispositions légales applicables à la Société, dont les actions sont cotées sur Euronext Growth, n'exigent pas que les comptes semestriels fassent l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.



SADIR HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES

La Bretaudière
CHAILLE SOUS LES ORMEAUX
85310 RIVES DE L'YON

Etats Financiers

du 01/01/2020 au 30/06/2020



Sommaire

Comptes Annuels	4
Compte de résultat	5
Bilan actif	7
Bilan passif	8
Annexe	10
Etats Complémentaires	36
Détail du compte de résultat	37
Détail du bilan	42
Tableau des emprunts	48
Soldes intermédiaires de gestion	49

Comptes Annuels

Compte de résultat

	30/06/2020	31/12/2019	Abs.(M)	Abs.(%)
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	83 456	237 425	-153 970	-64,85
Production vendue (services)	16 633	392 207	-375 574	-95,76
Chiffre d'affaires net	100 089	629 633	-529 544	-84,10
<i>Dont à l'exportation et livraisons intracomm.</i>				
Production stockée	17 554	1 540	16 014	NS
Production immobilisée	656 487	1 067 719	-411 232	-38,51
Subventions d'exploitation		111 812	-111 812	-100,00
Reprises sur provisions (& amort.), tsf charges	18 807	81 788	-62 979	-77,00
Autres produits	162 725	502 038	-339 313	-67,59
Total produits d'exploitation (I)	955 661	2 394 527	-1 438 866	-60,09
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats matières premières et autres approvts	50 453	196 895	-146 442	-74,38
Variations de stock	-21 960	-129 852	107 892	-83,09
Autres achats et charges externes (a)	2 459 002	3 126 139	-667 138	-21,34
Impôts, taxes et versements assimilés	42 557	15 621	26 936	172,43
Salaires et traitements	583 556	1 476 654	-893 099	-60,48
Charges sociales	240 844	646 121	-405 277	-62,72
Dotations aux amortissements et dépréciations:				
- Sur immobilisations : dotations aux amortiss.	530 474	802 824	-272 350	-33,92
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciat.				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciat.				
- Pour risques et charges : dotations aux provis.				
Autres charges	155 704	497 801	-342 097	-68,72
Total charges d'exploitation (II)	4 040 630	6 632 204	-2 591 574	-39,08
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 084 968	-4 237 677	1 152 708	-27,20
Quotes-parts de résultat sur opérations				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)	8 260	2 315	5 945	256,80
D'autres valeurs mobilières et créances actif im				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	129 993	12 454	117 539	943,79
Reprises sur provisions et dépréciat.et tsf charg	815	8 855	-8 040	-90,80
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mob.de pl				
Total produits financiers (V)	139 068	23 624	115 444	488,67
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciat.	971 575	815	970 760	NS
Intérêts et charges assimilées (4)	29 106	3 041 051	-3 011 945	-99,04
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières	2 125 838		2 125 838	
Total charges financières (VI)	3 126 519	3 041 866	84 653	2,78
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-2 987 451	-3 018 242	30 792	-1,02
RESULTAT COURANT avant impôt	-6 072 419	-7 255 919	1 183 500	-16,31

Compte de résultat (suite)

	30/06/2020	31/12/2019	Abs. (M)	Abs. (%)
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	15 150		15 150	
Sur opérations en capital	120 402	182 676	-62 273	-34,09
Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges				
Total produits exceptionnels (VII)	135 552	182 676	-47 124	-25,80
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	2 065	25 318	-23 253	-91,84
Sur opérations en capital	33 527	8	33 519	NS
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis.	86 579	115 968	-29 390	-25,34
Total charges exceptionnelles (VIII)	122 171	141 294	-19 124	-13,53
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	13 381	41 381	-28 000	-67,66
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-384 911	507 434	-892 345	-175,85
Total des produits (I+III+V+VII)	1 230 282	2 600 827	-1 370 545	-52,70
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	6 904 408	10 322 799	-3 418 390	-33,11
BENEFICE OU PERTE	-5 674 127	-7 721 972	2 047 845	-26,52
<i>(a) Y compris :</i>				
- Redevances de crédit-bail mobilier	77 803	156 145	-78 342	-50,17
- Redevances de crédit-bail immobilier				
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs				
(3) Dont produits concernant les entités liées	8 260	2 315	5 945	256,80
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		16 863	-16 863	-100,00

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/06/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	3 529	2 561	968	1 237
Frais de recherche et de développement	1 731 575	175 717	1 555 858	1 642 437
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	1 475	1 163	313	681
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 559 504		1 559 504	659 348
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	156 987	42 605	114 382	127 431
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 928 761	1 113 590	4 813 171	5 134 794
Autres immobilisations corporelles	968 916	179 628	789 289	661 208
Immobilisations corporelles en cours	1 019 619		1 019 619	88 440
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	100 500		100 500	100 000
Créances rattachées aux participations	2 439 554		2 439 554	2 440 114
Autres titres immobilisés	50 000		50 000	
Prêts				
Autres immobilisations financières	197 063	13 197	183 866	140 574
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	14 155 483	1 528 460	12 627 023	10 996 264
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	196 952		196 952	174 992
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis	19 094		19 094	1 540
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	182 896		182 896	277 913
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	468 793		468 793	1 287 166
Autres créances	3 041 227		3 041 227	2 917 123
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	29 007 037	958 378	28 048 659	43 511 729
Disponibilités	28 193 767		28 193 767	17 289 451
Charges constatées d'avance (3)	27 181		27 181	26 290
TOTAL ACTIF CIRCULANT	61 136 946	958 378	60 178 568	65 486 203
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	75 292 428	2 486 837	72 805 591	76 482 467
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				137 572
(3) Dont à plus d'un an (brut)			628 510	628 510

Bilan passif

	30/06/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	13 602 387	13 602 387
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	62 488 782	62 488 782
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 042	1 042
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-8 077 823	-355 851
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 674 127	-7 721 972
Subventions d'investissement	576 905	637 905
Provisions réglementées	175 716	89 138
TOTAL CAPITAUX PROPRES	63 092 883	68 741 431
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	1 591 110	1 591 109
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 591 110	1 591 109
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 933 265	2 550 000
Emprunts et dettes financières diverses (3)	346 471	337 570
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 626 583	1 677 412
Dettes fiscales et sociales	499 340	608 606
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	708 972	973 744
Autres dettes	6 987	2 594
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	8 121 598	6 149 926
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	72 805 591	76 482 467
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 398 916	2 348 970
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 722 682	3 800 956
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs	346 471	330 053
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Annexe 

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

OPERATIONS COMPTABLES ET OPTIONS

Actions propres de la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES

La société HGCT a procédé sur l'exercice 2020 au rachat d'une partie de ses actions.
Voici les principaux mouvements de l'exercice :

- Nombre de titres en stock au 01/01/2020 : 7 160 actions
- Nombre de titres rachetés sur l'exercice : 33 242 actions
- Valeur totale de rachat des actions : 669 659 €
- Nombre de titres cédés sur l'exercice : 30 363 actions
- Valeur totale de cession des actions : 613 386 €

Il en ressort une plus value sur l'exercice de 29 402 € et une moins value de 33 527 €.

La valorisation des actions au 30/06/2020 ressort à 18 € par action.

Au 30/06/2020, la société HGCT détient 10 036 actions, pour une valorisation au prix d'acquisition de 193 845 €.

La valorisation au cours d'achat de ces 10 036 actions ressort à 180 648 € (compte 2771 - Actions propres).

Ainsi, une dépréciation des titres de 13 197 € est constatée dans les comptes clos au 30/06/2020.

Commentaires sur les éléments d'actifs incorporels

La société HGCT inscrit à l'actif les frais de développement respectant les conditions d'activation. Ces frais sont activables car se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

La société ayant respecté l'ensemble des critères d'activation, les montants suivants ont été activés :

- Sur l'exercice 2017 : 308 240 €
- Sur l'exercice 2018 : 462 388 €
- Sur l'exercice 2019 : 1 067 719 € (dont 106 172 € toujours en immobilisation en cours au 30/06/2020)

Le montant de la production immobilisée au titre de la situation au 30/06/2020 est inscrit en immobilisations incorporelles en cours pour 656 487 €.

Ce produit concerne le développement de produits en lien avec les technologies existantes et nouvelles.

Ces montants se rapportent à des projets nettement individualisés.

Ces frais sont donc comptabilisés en compte 203000 et 232000 par la contrepartie d'un compte 722000 de production immobilisée. Ces frais concernent des frais de personnel affectés aux projets, l'amortissement des matériels nécessaires aux recherches ainsi que la sous-traitance auprès d'organismes de recherche agréés par le ministère.

Faits caractéristiques

Ces actifs font l'objet d'un amortissement économique sur une durée de 10 ans et d'un amortissement dérogatoire fiscal sur 5 ans.

La société HGCT a acquis par voie de fusion un montant de 552 576 € correspondant à la valorisation d'un process industriel unique. Cet actif incorporel est constaté dans un compte 208100 et ne fait pas l'objet ni d'un amortissement économique ni d'une dépréciation au 30/06/2020. Ce process est duplicable à la construction de nouvelles usines.

Aides et subventions

La société HGCT s'est vue octroyée 2 subventions d'investissement au titre de :

- 15 000 € au titre de la mise en place d'un ERP
- 15 000 € au titre du dispositif Pays de la Loire Conseil Numérique

Ces subventions seront amorties sur la durée retenue sur les actifs que ces subventions viennent financer. Les investissements sont en cours de réalisation au 30/06/2020.

Il en ressort la comptabilisation des 2 subventions au débit du compte - Subvention à recevoir par le crédit du compte de subvention d'investissement (sans constatation de produits).

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : SADIR HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2020, dont le total est de 72 805 591 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 5 674 127 €.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 30/06/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

/// Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2 ans
- * Autres immobilisations incorporelles :
 - Frais de recherche et développement : 10 ans
 - Process Industriel : Non amorti
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Installations techniques :
 - Process industriel amorti par lots de 1 à 10 ans.
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 15 ans
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

▀ Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,74 %
- Taux de croissance des salaires : 4 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2010-2012)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	1 735 104			1 735 104
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	660 823	900 156		1 560 979
Immobilisations incorporelles	2 395 927	900 156		3 296 083
- Terrains	156 987			156 987
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	5 872 891	53 870		5 926 761
- Instal.générales, agencements aménagements divers	694 978	152 915		847 893
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	91 141	29 883		121 024
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	88 440	931 179		1 019 619
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	6 904 437	1 167 846		8 072 283
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 540 114	6 584	6 644	2 540 054
- Autres titres immobilisés		50 000		50 000
- Prêts et autres immobilisations financières	141 389	674 515	618 842	197 063
Immobilisations financières	2 681 503	731 099	625 486	2 787 117
ACTIF IMMOBILISE	11 981 868	2 799 101	625 486	14 155 483

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	243 669	1 167 846	731 099	2 142 614
Apports				
Créations	656 487			656 487
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	900 156	1 167 846	731 099	2 799 101
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste			6 644	6 644
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			618 842	618 842
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice			625 486	625 486

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		20,00
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital	967	20,00
Total	968	

Logiciels

Le compte 205000 correspond à des équipements logiciels de bureautique pour un montant brut de 1 475 € amorti sur une durée de 2 ans.

Process industriel

La société HGCT a acquis par voie de fusion un montant de 552 576 € correspondant à la valorisation d'un process industriel unique. Cet actif incorporel est constaté dans un compte 208100 et ne fait pas l'objet ni d'un amortissement économique ni d'une dépréciation au 30/06/2020. Ce process est duplicable à la construction de nouvelles usines.

Notes sur le bilan

Frais de recherche et de développement

Explication à la dérogation aux règles d'amortissement sur une durée maximale de 5 ans.

Les frais de recherche et développement sont amortis sur une durée de 10 ans économiquement et 5 ans fiscalement.

Il est, à ce titre, comptabilisé un amortissement dérogatoire.

Le montant des frais de R & D au 30/06/2020 s'élève à 1 007 k€ correspondant à :

- Frais de R&D sur technologies en cours : 763 k€ (dont 107 k€ en cours au 31/12/2019)
- Mise en place d'un ERP : 243 k€

	Montant Brut	Durée
Projet technologie HUKR	462 388	10
Projet technologie HEVA	308 240	10
Amélioration et nouveau développement HUKR 2019	747 403	10
Amélioration et nouveau développement HEVA 2019	213 544	10
Frais de recherche	1 731 575	

Immobilisations corporelles

Immobilisations en cours

Montant des dépenses nouvelles comptabilisées au 30/06/2020 : 931 179 €, représentant un montant global d'immobilisations en cours de 1 016 619 €, dont principalement :

- Séparation Z1 et Z2 : 151 k€
- Usine H2 : 107 k€
- lot Big-Bag : 23 k€
- Sécurisation site : 11 k€
- Lot déshumidificateur : 250 k€
- Amélioration process usine H1 : 285 k€
- Ligne de sechage : 91 k€
- Thermo fisher (matériel de laboratoire) : 64 k€

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL ARGIMMO 85310 LES RIVES DE L YON	100 000	-62 879	100,00	23 692
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	100 000	100 000	2 433 470		
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	91 430	86 848		178 278
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	794	369		1 163
Immobilisations incorporelles	92 224	87 217		179 440
- Terrains	29 556	13 049		42 605
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	738 098	375 492		1 113 590
- Instal.générales, agencements aménagements divers	92 978	41 239		134 216
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 934	13 478		45 412
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	892 565	443 257		1 335 822
ACTIF IMMOBILISE	984 789	530 474		1 515 263

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 173 818 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	2 439 554		2 439 554
Prêts			
Autres	197 063		197 063
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	468 793	468 793	
Autres	3 041 227	2 412 717	628 510
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	27 181	27 181	
Total	6 173 818	2 908 691	3 265 127
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Int.courus s/créances rattachées	6 084
Clients factures à établir	49 564
Fournisseurs m à recevoir	15 563
Déb.cred. produits à recevoir	2 680
Intérêts courus s/valeurs mobilière	6 993
Total	80 884

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 9 041 665 € pour une valeur comptable de 10 000 043 €. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 958 378 €.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
OPCVM	10 000 043	9 041 665		958 378
TOTAL	10 000 043	9 041 665		958 378

Dépôt à terme

La société a souscrit à différents comptes à terme pour un montant global de 19 M€, à différentes échéances.

Seules les moins-values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une dépréciation à hauteur de 958 378 €.

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 13 602 387,00 € décomposé en 13 602 387 titres d'une valeur nominale de 1,00 €.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 26/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-355 851
Résultat de l'exercice précédent	-7 721 972
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-8 077 823
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-8 077 823
Total des affectations	-8 077 823

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/06/2020
Capital	13 602 387				13 602 387
Primes d'émission	62 488 782				62 488 782
Réserve légale	1 042				1 042
Report à Nouveau	-355 851	-7 721 972	-7 721 972		-8 077 823
Résultat de l'exercice	-7 721 972	7 721 972	-5 674 127	-7 721 972	-5 674 127
Subvention d'investissement	637 905		30 000	91 000	576 905
Provisions réglementées	89 138		86 579		175 716
Total Capitaux Propres	68 741 431		-13 279 520	-7 630 972	63 092 883

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	89 138	86 579		175 716
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	89 138	86 579		175 716
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		86 579		

Les amortissements dérogatoires correspondent à l'amortissement des frais de recherche et développement sur une durée économique de 10 années, et sur une durée fiscale de 5 années.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 121 598 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	4 933 265	778 487	4 111 264	43 514
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	346 471	102 333	244 138	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 626 583	1 626 583		
Dettes fiscales et sociales	499 340	499 340		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	708 972	708 972		
Autres dettes (**)	6 967	6 967		
Produits constatés d'avance				
Total	8 121 598	3 722 682	4 355 402	43 514
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 550 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	166 735			
(**) Dont envers les associés				

Les dettes financières comprennent également des emprunts participatifs non mentionnés dans le total des dettes.

Dans le cadre des prêts participatifs octroyés à la société HGCT, les prêts suivants pour un montant total de 1 591 110 € se décomposent de la manière suivante :

- Prêt participatif ADEME (PIA 1) : 1 025 623 €
- Prêt participatif BPI (PIA 3) : 500 000 €
- Avance conditionnée BPI : 65 487 €

Les remboursements prévisionnels s'établissent comme suit :

- A moins d'un an : 344 989 €
- Echéances à plus d'un an : 1 221 121 €
- Echéances à plus de cinq ans : 25 000 €

Le montant total des dettes à la situation 30/06/2020 s'élève à 9 649 246 €.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn factures non parvenues.	534 471
Fournis immobil. factures non parv.	76 686
Int.courus s/emprunts participatifs	46 471
Pers congés à payer	98 481
Org.soc. congés à payer	43 107
Formation continue	2 874
Taxe apprentissage	2 487
Etat autres charges à payer	35 000
Déb.cred. charges à payer	5 000
Total	844 576

Autres informations

Actions propres

En compte 2771 ou 2772 à la date de clôture de l'exercice :

- . En nombre : 10 036
- . En valeur : 180 648 €
- . Montant de la dépréciation : 13 197 €
- . Dépréciation qui serait constatée en application des règles d'évaluation pour les titres immobilisés.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	27 181		
Total	27 181		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	30/06/2020
Vente de produits vrac et citernes	83 235
Prestations de services	12 500
Vente de produits résiduels	221
Ports et frais facturés	4 133
TOTAL	100 089

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 20 395 €

Honoraire des autres services : 0 €

Résultat financier

Les charges financières comportent un montant de 3 084 216 € correspondant à la perte sur des placements financiers :

- 2 125 838 € sur des reventes d'OPCVM

- 958 378 € sur une perte latente sur les placements en cours

Ces pertes sont liées à la dégradation des marchés financiers suite au COVID.

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

	30/06/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 150	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	120 402	182 678
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Total des produits exceptionnels	135 552	182 676
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 085	25 318
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	33 527	8
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	86 579	115 968
Total des charges exceptionnelles	122 171	141 294
Résultat exceptionnel	13 381	41 381

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	
Taux Normal - 31%	
Taux Normal - 28 %	
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 10 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	384 911
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	
Autres imputations	

Notes sur le compte de résultat

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

	Montant
Résultat de l'exercice après impôts	-5 674 127
+ Impôts sur les bénéfices + Supplément d'impôt lié aux distributions - Créances d'impôt sur les bénéfices	-384 911
Résultat avant impôt	-6 059 038
Variation des provisions réglementées	
Provision pour investissements Provision pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions fiscales Autres provisions réglementées	88 579
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	-5 972 459

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	-6 072 419	-384 911	-5 687 508
+ Résultat exceptionnel	13 381		13 381
- Participations des salariés			
Résultat comptable	-6 059 038	-384 911	-5 674 127
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 6 087 346 €. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	175 716
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	175 716
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	13 197
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	13 197
C. Déficit reportables	19 847 506
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	6 087 346
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie du COVID-19 adopté en mars 2020 en France perturbe l'activité du groupe, sans qu'il soit possible de chiffrer les incidences à la date d'arrêt des présents comptes consolidés du fait de l'imprévisibilité de l'évolution de cette crise.

La société est très attentive à la situation et a pris les mesures adéquates pour limiter les impacts négatifs qui pourraient en résulter, notamment par la mise en œuvre d'une activité partielle pour une partie de l'effectif, ce à compter du 17 mars 2020 jusqu'au 13 juin 2020. Par ailleurs, des reports d'échéances sociales ont été mis en place auprès de l'Urssaf et des caisses de retraite, ainsi que des reports d'échéances de crédit-bail, d'emprunts et d'avances remboursables auprès des partenaires bancaires.

Au 31 décembre 2019, la Société disposait de 20 M€ de trésorerie placée à long terme (OPCVM). Au cours du 1er semestre 2020, la société a souhaité réduire son exposition au marché obligataire privé et a ainsi cédé la moitié de son portefeuille, actant une perte de 2 126 K€. Par ailleurs, une dépréciation de 958 K€ a été constituée sur les placements en cours. Elle représente la perte latente au 30 juin 2020. Ces pertes sont liées à la dégradation des marchés financiers suite à la COVID-19.

La société a mis en service l'extension de l'usine de production au cours du premier semestre 2020 pour un investissement global de 730 K€, financé par crédit-bail. Dans le cadre du COVID-19, la première échéance du crédit-bail est reportée au 5 septembre 2020 au lieu du 5 avril 2020 initialement prévu.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 17 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel
Cadres	10
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	7
Ouvriers	
Total	17

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en €
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	861 187
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Caution solidaire ARGIMMO en garantie d'un contrat de crédit bail immobilier</i>	545 100
<i>Engagement sur commandes d'immobilisations</i>	1 111 098
<i>Intérêts sur emprunts et prêts participatifs</i>	235 090
<i>Nantissement de dépôt à terme</i>	1 000 000
Autres engagements donnés	2 891 288
Total	3 752 475
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Les dettes sur loyers de la société envers la SARL ARGIMMO contractées en vertu de la sous-location du bâtiment d'exploitation sont données en garantie auprès de la société BATIROC BRETAGNE sur le paiement des loyers de crédit bail immobilier dû par la SARL ARGIMMO.

En garantie d'un prêt de 2 550 000 € souscrit auprès d'un organisme bancaire, la société HGCT a nanti un compte de dépôt à terme pour un montant de 1 000 000 €.

Autres informations

Dans le cadre de la construction d'une seconde usine (H2), la société HGCT a déjà procédé au paiement de factures pour un montant de 106 796 € présent en Immobilisations en cours au compte 231110. Les frais sont constitués aujourd'hui principalement de frais d'étude, assistance à maîtrise d'ouvrage, analyses techniques ... Le montant des engagements ne peut être déterminé de manière fiable sur cet investissement. Il est à noter que le budget prévisionnel (en cours de réalisation) prévoit un investissement aux alentours de 22 M€.

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en €
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
<i>Prêt conditionné Total</i>	100 000
<i>Prêt participatif ADEME</i>	341 874
<i>Engagement sur commande d'immobilisation</i>	1 111 098
<i>Engagement sur crédit-bail mobilier</i>	861 187
Autres engagements reçus	2 414 159
Total	2 414 159
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

En contrepartie de l'ouverture d'un compte d'OPCVM (sous forme d'obligations), la société HGCT s'est vu octroyée en date du 14/01/2020 :

- Une ouverture de crédit utilisable par découvert en compte pour des besoins de trésorerie pour un montant maximum de 10 M€. Cette ouverture de crédit prend fin au 31/01/2021.

En cas d'ouverture du crédit, celui-ci devra être remboursé avant le 31/01/2021.

La société HGCT a conclu le 14/01/2020, une utilisation de ce crédit à hauteur de 100 000€, selon les mêmes conditions que ci-dessus.

Le compte Titres (OPCVM) pour un montant de 10 M€ est porté en garantie de ces crédits.

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			1 035 000		1 035 000
Cumul exercices antérieurs			166 750		166 750
Dotations de l'exercice			83 375		83 375
Amortissements			250 125		250 125
Cumul exercices antérieurs			181 560		181 560
Exercice			77 803		77 803
Redevances payées			259 363		259 363
A un an au plus			155 623		155 623
A plus d'un an et cinq ans au plus			622 422		622 422
A plus de cinq ans			72 792		72 792
Redevances restant à payer			850 837		850 837
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			10 350		10 350
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle			10 350		10 350
Montant pris en charge dans l'exercice			77 803		77 803

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :
21 144 €

Etats Complémentaires

■ Détail du compte de résultat

	30/06/20	31/12/19	Abs.(M)	Abs.(%)
Produits d'exploitation				
Production vendue (biens)				
70110001 - HUKR - Vrac citerne	83 235	110 739	-27 504	-24,84
70110002 - HUKR - BigBag		126 427	-126 427	-100,00
70300000 - Ventes de produits résiduels	221	259	-38	-14,66
	83 456	237 425	-153 970	-64,85
Production vendue (services)				
70612000 - Droits d'entrée	12 500	382 500	-370 000	-96,73
70850000 - Ports et frais facturés	4 133	9 707	-5 574	-57,43
	16 633	392 207	-375 574	-95,76
Chiffre d'affaires net	100 089	629 633	-529 544	-84,10
Production stockée				
71350000 - Variation stocks produits finis	17 554	1 540	16 014	NS
	17 554	1 540	16 014	NS
Production immobilisée				
72200000 - Production immobilisées corp	656 487	1 067 719	-411 232	-38,51
	656 487	1 067 719	-411 232	-38,51
Subventions d'exploitation				
74000000 - Subvention d'exploitation		34 703	-34 703	-100,00
74040000 - Subv. d'exploit./charges pers		77 109	-77 109	-100,00
		111 812	-111 812	-100,00
Autres produits				
75800000 - Produits div.gestion courante	20 003	4 710	15 293	324,69
75820000 - Produit sur opérations de refin	142 722	497 328	-354 606	-71,30
78112000 - Repris./amort. immob. corpo		362	-362	-100,00
79110000 - Transfert de charg.serv.extéri	798	1 690	-892	-52,78
79120000 - Transfert de charg.charges ex		1 887	-1 887	-100,00
79141000 - Transfert de charg. pers/avtg	18 009	77 848	-59 839	-76,87
	181 532	583 824	-402 293	-68,91
Total produits d'exploitation	955 661	2 394 527	-1 438 866	-60,09
Charges d'exploitation				
Achats de m.p & aut.approv.				
60100000 - Achats matières premières	11 181	66 666	-55 485	-83,23
60131000 - Charges minérales	27	6 620	-6 593	-99,59
60190000 - Achats de matières premières	22 270	56 424	-34 154	-60,53
60191000 - Achats de matières premières	6 769	13 965	-7 195	-51,52
60223000 - Achats fournitures labo	2 877	17 607	-14 730	-83,66
60260000 - Achats emballages + big bag	2 726	23 651	-20 925	-88,47
60810000 - Transport s/ achats matières	4 086	11 963	-7 877	-65,85
60820000 - Frais accessoires s/approvisio	517		517	
	50 453	196 895	-146 442	-74,38
Variation de stock (m.p.)				
60310000 - Variat. stocks mat. premières	-21 960	-121 427	99 467	-81,92
60320000 - Variat. stocks autres approvist		-8 425	8 425	-100,00
	-21 960	-129 852	107 892	-83,09
Autres achats & charges externes				
60611000 - Eau	1 155	779	376	48,26
60612000 - Gaz air liquide	2 738	2 396	342	14,29
60614000 - Electricité	36 287	71 145	-34 857	-49,00
60615000 - Carburant	9 115	22 177	-13 062	-58,90

■ Détail du compte de résultat

	30/06/20	31/12/19	Abs.(M)	Abs.(%)
60630000 - Achats four.entret.petit equip	13 549	31 374	-17 824	-56,81
60632000 - Vêtements de travail	9 095	5 526	3 568	64,57
60640000 - Achats fourmit.administratives	6 816	8 836	-2 020	-22,86
60850000 - Frais accessoires s/matériel	781	781		
61220000 - Redevances crédit-bail mobili	77 803	156 145	-78 342	-50,17
61320000 - Locations immobilières	11 544	23 901	-12 357	-51,70
61320100 - Loyer sci jg du golf	4 800	9 200	-4 400	-47,83
61321000 - Location argimmo	180 000	330 000	-150 000	-45,45
61322000 - Location immobilière diverse	4 253	3 642	611	16,77
61350000 - Autres locations	28 682	139 088	-110 406	-79,38
61350001 - Locations COUGNAUD	42 159		42 159	
61350002 - Location NOVELIS	4 890		4 890	
61350003 - Locations Mat. POLYGON	28 800		28 800	
61350004 - Location METAUX FERS	300		300	
61350005 - Location téléphonie GRENKE	6 336		6 336	
61351000 - Location véhicule	3 308	48 131	-44 822	-93,13
61351001 - Location véhicule - FREE2M	17 866		17 866	
61351002 - Location véhicule - FORDLEA	25 924		25 924	
61351003 - Location véhicule - CGIFINAN	959		959	
61353000 - Location Atral - alarme	45	542	-497	-91,70
61354000 - Location locam - serveur télép	3 774	8 123	-4 349	-53,54
61355000 - Location grenke - copieur	222	1 110	-888	-80,00
61355100 - Location bnp - copieur		444	-444	-100,00
61355110 - Location CIC - copieur	2 075	3 543	-1 468	-41,43
61355200 - Location bnp - iphone 8 + swif	1 680	5 835	-4 155	-71,21
61355300 - Location bnp - ipad pro	233	692	-459	-66,35
61355400 - Location bnp - unité centrale		1 124	-1 124	-100,00
61355500 - Location bnp - conférencier	297	1 009	-712	-70,56
61355600 - Location bnp - galaxy s9	1 484	1 375	108	7,88
61356000 - Location téléphone serveur ip		1 422	-1 422	-100,00
61357000 - Location coyote		288	-288	-100,00
61358000 - Location bnp - mat. Lenovo	2 916	4 154	-1 238	-29,80
61359000 - Location grenke - Blackberry	134	400	-266	-66,42
61400000 - Charges locatives & coproprié	23 685	34 682	-10 997	-31,71
61520000 - Entretien réparation s/biens i	16 346	21 402	-5 055	-23,62
61520100 - Entretien Nil	11 646	26 279	-14 633	-55,68
61551000 - Entretien répar. mat.& outillag		10 454	-10 454	-100,00
61552000 - Entretien répar. matériel trans	3 620	9 713	-6 093	-62,73
61553000 - Entretien répar. matériel de b	5 581	10 216	-4 636	-45,37
61560000 - Maintenance	11 782	12 989	-1 207	-9,29
61600200 - Assurance location grenke	990	1 999	-1 009	-50,48
61600300 - Assurances contrat Locam	195	507	-312	-61,53
61600500 - Assurances contrats LDS		316	-316	-100,00
61610000 - Assurances multirisques	15 043	21 849	-6 805	-31,15
61630000 - Assurance transport	3 278	4 782	-1 505	-31,47
61700000 - Etudes et recherches	513 363	637 302	-123 939	-19,45
61810000 - Documentation générale		2 935	-2 935	-100,00
61850000 - Formations	2 058	3 120	-1 063	-34,05
61880000 - Services extérieurs	5 796	17 188	-11 392	-66,28
62110000 - Personnel intérimaire	5 505	3 398	2 107	62,01
62140000 - Personnel prêté	6 400		6 400	
62260000 - Honoraires comptables ec	30 445	70 741	-40 296	-56,96
62260100 - Honoraires consolidation	42 000	60 000	-18 000	-30,00
62260200 - Honoraires divers exceptionn	6 000	14 000	-8 000	-57,14

■ Détail du compte de résultat

	30/06/20	31/12/19	Abs.(M)	Abs.(%)
62260300 - Honoraires sociaux	2 139	8 955	-6 816	-76,11
62261000 - Honoraires marque	1 954	3 080	-1 126	-36,56
62261100 - Honoraires exceptionnels	8 000	143 793	-135 793	-94,44
62262000 - Honoraires divers projets	5 115	63 970	-58 855	-92,00
62263000 - Honoraires brevets	28 712	16 772	11 940	71,19
62265000 - Honoraires cac	20 395	43 170	-22 775	-52,76
62266000 - Honoraires juridiques	96 683	35 111	61 572	175,36
62266200 - Honoraires avocats	729	15 000	-14 271	-95,14
62267000 - Honoraires sharpstone	22 500	105 000	-82 500	-78,57
62267200 - Honoraires jb finances		7 380	-7 380	-100,00
62268000 - Honoraires porzamparc contr	22 500	3 333	19 167	575,00
62268100 - Honoraires EUROCLEAR	4 246		4 246	
62270000 - Frais d'actes et contentieux		627	-627	-100,00
62271000 - Honoraires EURONEXT	8 045		8 045	
62272000 - Honoraires NEWCAP	49 965		49 965	
62280000 - Rémun.interm.& honor.divers	1 705	2 980	-1 275	-42,79
62281000 - Honoraires études cstb	452 955	237 968	214 987	90,34
62282000 - Honoraires essais labos	49 648	10 968	38 680	352,68
62283000 - Honoraires sourcing	5 609	30 493	-24 883	-81,60
62284000 - Honoraires audits divers et ce	10 475	14 332	-3 857	-26,91
62300000 - Publicite publications rel publi	38 051		38 051	
62310000 - Frais de communication	10 502	16 889	-6 387	-37,82
62312000 - Frais de communicat-contrats	139 102	204 267	-65 165	-31,90
62330000 - Foires et expositions	1 600	822	778	94,57
62340000 - Cadeaux		15 500	-15 500	-100,00
62360000 - Catalogues - imprimés - vidéo	31 400	102 737	-71 337	-69,44
62380000 - Dons courants	23 480	10 790	12 690	117,61
62410000 - Transports	10 660	16 074	-5 414	-33,68
62420000 - Transports sur ventes	4 518	968	3 551	366,91
62510000 - Voyages et déplacements	76 954	73 824	3 129	4,24
62510100 - Hotel	1 790		1 790	
62510200 - Repas	2 442		2 442	
62510300 - Parking	448		448	
62510500 - Taxi	240		240	
62510700 - Autoroute	242		242	
62560000 - Missions	15 320	11 939	3 381	28,32
62570000 - Receptions	7 252	20 773	-13 522	-65,09
62610000 - Téléphone télécopie	12 902	29 224	-16 322	-55,85
62620000 - Affranchissements	1 841	4 185	-2 344	-56,02
62700000 - Services bancaires et assimil	5 836	7 400	-1 564	-21,13
62720000 - Commissions frais s/emiss d'	56	1 500	-1 444	-96,27
62810000 - Concours divers cotisations...	14 500		14 500	
62840000 - Frais de recrutement de perso	34 741	20 043	14 698	73,33
	2 459 002	3 126 139	-667 138	-21,34
Impôts, taxes et vers. assim.				
63120000 - Taxe d'apprentissage	3 542		3 542	
63330000 - Impots.particip employeur for	2 865	7 922	-5 058	-63,84
63511000 - Cfe	35 257	885	34 372	NS
63513000 - Autres impôts locaux	189	2 459	-2 270	-92,33
63514000 - Taxes sur les véhicules sociét		4 355	-4 355	-100,00
63541000 - Droits de mutation	249		249	
63543000 - Vignettes et cartes grises	456		456	
	42 557	15 621	26 936	172,43

■ Détail du compte de résultat

	30/06/20	31/12/19	Abs.(M)	Abs.(%)
Salaires et Traitements				
64110000 - Sal appoint.commissions de b	502 767	813 761	-310 995	-38,22
64120000 - Pers congés payés	46 420	23 507	22 913	97,47
64130000 - Primes & gratifications		548 387	-548 387	-100,00
64140000 - Pers indemnités et avantages	18 009	77 848	-59 839	-76,87
64141000 - Indemnités soumises à cotisat	198		198	
64142000 - Indemnités non soumises à c		13 151	-13 151	-100,00
64143100 - Indemnité activité partielle	58 245		58 245	
64143200 - Indemnité complémentaire act	15 512		15 512	
64143300 - Allocation d'activité partielle	-57 594		-57 594	
	583 556	1 476 654	-893 099	-60,48
Charges sociales				
64510000 - Pers cotisations a l'urssaf	140 363	369 738	-229 376	-62,04
64520000 - Mutuelles	19 635	49 905	-30 270	-60,65
64532000 - Retraite	53 076	162 293	-109 217	-67,30
64580000 - Charges sociales sur cp		-7 208	7 208	-100,00
64581000 - Pers. cotisations a régulariser		-18 369	18 369	-100,00
64583000 - Pers. charges à payer		-300	300	-100,00
64590000 - Charges soc.s/congés payés	21 210	17 683	3 527	19,95
64750000 - Médecine du travail et pharm	584	825	-241	-29,21
64780000 - Autres charges sociales	5 976	8 553	-2 578	-30,13
64800000 - Personnel groupe		63 000	-63 000	-100,00
	240 844	646 121	-405 277	-62,72
Amortissements et provisions				
68111000 - Dot.amort.immo.incorporelles	87 217	86 514	702	0,81
68112000 - Dot.amort.immo.corporelles	443 257	716 310	-273 053	-38,12
	530 474	802 824	-272 350	-33,92
Autres charges				
65110000 - Redevances pour concession	470		470	
65300000 - Jetons de présence	12 500		12 500	
65800000 - Charges div.gestion courante	13	473	-461	-97,35
65820000 - Charges sur opérations de ref	142 722	497 328	-354 606	-71,30
	155 704	497 801	-342 097	-68,72
Total charges d'exploitation	4 040 630	6 632 204	-2 591 574	-39,08
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 084 968	-4 237 677	1 152 708	-27,20
Produits financiers				
76170000 - Revenus des créanc.ratt.part.	8 260	2 315	5 945	256,80
76380000 - Revenus des autres créances	504	725	-221	-30,45
76400000 - Rev.des valeurs mobilières de	124 663	11 729	112 934	962,86
76800000 - Autres produits financiers	4 826		4 826	
78650000 - Repris.s/prov.produits financi		8 855	-8 855	-100,00
78662000 - Repris.s/dépréc.immob. finan	815		815	
	139 068	23 624	115 444	488,67
Charges financières				
66110000 - Intérêts des emprunts et dette	7 368		7 368	
66120000 - Intérêts des prêts participatifs	17 918	31 886	-13 968	-43,81
66150000 - Intérêts comptes courants		16 863	-16 863	-100,00
66160000 - Intérêts bancaires	3 821	35 949	-32 129	-89,37
66180000 - Intérêts des autres dettes		15 783	-15 783	-100,00
66700000 - Charges sur cession de v.m.p	2 125 838		2 125 838	
66800000 - Autres charges financières		10 570	-10 570	-100,00

▀ Détail du compte de résultat

	30/06/20	31/12/19	Abs.(M)	Abs.(%)
66810000 - Primes de non conversion		2 930 000	-2 930 000	-100,00
68650000 - Dot. provisions financières	13 197		13 197	
68662000 - Dot. pr dépréc. immob. financ.		815	-815	-100,00
68665000 - Dot. pr dépréc. v.m.p	958 378		958 378	
	3 126 519	3 041 866	84 653	2,78
RESULTAT FINANCIER	-2 987 451	-3 018 242	30 792	-1,02
RESULTAT COURANT avant impôt	-6 072 419	-7 255 919	1 183 500	-16,31
Produits exceptionnels				
77180000 - Autres produits except. de ge	15 150		15 150	
77700000 - Quote-part des subventions in	91 000	182 001	-91 001	-50,00
77830000 - Bonis proven.rachat par entre	29 402	675	28 727	NS
	135 552	182 676	-47 124	-25,80
Charges exceptionnelles				
67120000 - Except penalites et amendes	2 065	7 954	-5 889	-74,03
67180000 - Autres charges except. de ge		17 364	-17 364	-100,00
67830000 - Malis proven.rachat par entr.a	33 527	8	33 519	NS
68712000 - Dot. amort. exce s/immob cor		30 898	-30 898	-100,00
68725000 - Dot. amortissements dérogato	86 579	85 071	1 508	1,77
	122 171	141 294	-19 124	-13,53
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13 381	41 381	-28 000	-67,66
Impôts sur les bénéfices				
69510000 - Impôts		1 119 078	-1 119 078	-100,00
69950000 - Crédit d'impôt recherche	-384 911	-610 943	226 032	-37,00
69960000 - Crédit d'impôt formation		-401	401	-100,00
69983000 - Réduct.d'impôt mécénat		-300	300	-100,00
	-384 911	507 434	-892 345	-175,85
BENEFICE OU PERTE	-5 674 127	-7 721 972	2 047 845	-26,52

■ Détail du bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
20110000 - Frais de constitution	3 529		3 529	3 529
28011000 - Amort.frais de constitution		2 561	-2 561	-2 292
	3 529	2 561	968	1 237
Frais de recherche et de développement				
20300000 - Frais de recherche et dévelop	1 731 575		1 731 575	1 731 575
28030000 - Amortis. frais recherche & dév		175 717	-175 717	-89 138
	1 731 575	175 717	1 555 858	1 642 437
Concessions, brevets et droits assimilés				
20500000 - Concess.brevets licences	1 475		1 475	1 475
28050000 - Amort.conc.brevets licences		1 163	-1 163	-794
	1 475	1 163	313	681
Autres immobilisations incorporelles				
20810000 - Process industriel	552 576		552 576	552 576
23200000 - Immobilisat. incorporelles en	1 006 928		1 006 928	106 772
	1 559 504		1 559 504	659 348
Immobilisations corporelles				
Terrains				
21200000 - Agenc. & aménagt. terrains	156 987		156 987	156 987
28120000 - Amortis. agenc. aménagt. de		42 605	-42 605	-29 556
	156 987	42 605	114 382	127 431
Installations techniques, mat. et outillage				
21500000 - Matériel et outillage	217 554		217 554	201 173
21530000 - Installations à caractère spéci	5 663 789		5 663 789	5 638 181
21540000 - Matériel industriel	45 418		45 418	33 537
28150000 - Amort.matériel & outillage		110 289	-110 289	-88 430
28153000 - Amortis.install.à caract.spécifi		992 359	-992 359	-644 137
28154000 - Amortis. install.mat.industriel		10 941	-10 941	-5 531
	5 926 761	1 113 590	4 813 171	5 134 794
Autres immobilisations corporelles				
21810000 - Agenc, aménagt, installation	847 893		847 893	694 978
21830000 - Mat.bureau & informatique	62 473		62 473	48 473
21840000 - Mobilier	58 550		58 550	42 668
28181000 - Amortis. agenc. aménagt. ins		134 216	-134 216	-92 978
28183000 - Amort.mat.bureau & informatiq		26 979	-26 979	-18 807
28184000 - Amortis. mobilier		18 433	-18 433	-13 126
	968 916	179 628	789 289	661 208
Immob. en cours / Avances & acomptes				
23110000 - Immobilisations en cours bâti	158 064		158 064	
23111000 - Immobilisations bâtiment a 2	106 796		106 796	
23150000 - Installations techniques en co	754 758		754 758	88 440
	1 019 619		1 019 619	88 440
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
26120000 - Titres de participation Argimm	100 000		100 000	100 000
26600000 - Autres formes de participation	500		500	
26710000 - Créances rattach particip argi	2 433 470		2 433 470	2 440 114
26780000 - Int.courus s/créances rattaché	6 084		6 084	
	2 540 054		2 540 054	2 540 114

■ Détail du bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
Autres titres immobilisés				
27180000 - Autres titres immobilisés	50 000		50 000	
	50 000		50 000	
Autres immobilisations financières				
27500000 - Depots & cautionnements ver	2 018		2 018	2 618
27550000 - Cautionnements	1 200		1 200	1 200
27710000 - Actions propres ou parts prop	193 845		193 845	137 572
29760000 - Dépréc. créances diverses		13 197	-13 197	-815
	197 083	13 197	183 886	140 574
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	14 155 493	1 528 460	12 627 023	10 996 264
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
31000000 - Stocks matières premières	188 527		188 527	166 567
32600000 - Stocks d'emballages	8 425		8 425	8 425
	196 952		196 952	174 992
Produits intermédiaires et finis				
35500000 - Stocks de produits finis	19 094		19 094	1 540
	19 094		19 094	1 540
Avances, acomptes s/ commandes				
40910000 - Fournisseurs acomptes s/com	89 469		89 469	277 913
40911000 - Acomptes cstb	93 426		93 426	
	182 896		182 896	277 913
Créances				
Clients et comptes rattachés				
41100000 - Clients	419 229		419 229	690 372
41810000 - Clients factures à établir	49 564		49 564	596 793
	468 793		468 793	1 287 166
Fournisseurs débiteurs				
40100000 - Fournisseurs	578 985		578 985	1 868
40980000 - Fournisseurs rr à recevoir	15 563		15 563	
	594 548		594 548	1 868
Personnel - Organismes sociaux				
43740000 - Mutuelle	113		113	113
	113		113	113
Etat, Impôts sur les bénéfices				
44400000 - Etat impots s/benefices	385 211		385 211	611 644
	385 211		385 211	611 644
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires				
44562000 - Etat tva sur immobilisations	179 019		179 019	184 233
44566000 - Etat tva sur autres biens et se	135 243		135 243	304 483
44566020 - TVA sur avances CSTB				20 864
44566100 - Tva ded intracommunautaire	2 460		2 460	2 592
44583000 - Rembt taxe sur le c.a. deman	170 853		170 853	105 696
44586000 - Tva à régulariser sur fnp et aa	66 334		66 334	112 872
	553 909		553 909	730 740
Autres créances				
44110000 - Etat subv.d'invest.à recevoir	996 537		996 537	966 537
46701000 - Créiteurs divers	380		380	
46702000 - Créance - rompus	42		42	42
46710000 - Jb finance	155 300		155 300	154 379
46720000 - Argilus	280 543		280 543	346 193

■ Détail du bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
46770000 - Sofid	20 381		20 381	51 029
46790000 - Sci jg golf club	51 582		51 582	51 582
46870000 - Déb.créd. produits à recevoir	2 680		2 680	2 996
	1 507 446		1 507 446	1 572 758
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
50300000 - Opcvm	10 000 043		10 000 043	20 000 000
50810100 - DAT n°9579				500 000
50810200 - DAT n°9676				500 000
50810300 - DAT n°9773				500 000
50810400 - DAT n°9870				500 000
50810500 - DAT n°9967				500 000
50810600 - DAT n°0064				500 000
50810700 - DAT n°0161				500 000
50810800 - DAT CE N°8409	500 000		500 000	500 000
50810900 - DAT CE n°5918594	500 000		500 000	500 000
50811000 - DAT CE n°28682	500 000		500 000	500 000
50811100 - DAT CE n°38770	500 000		500 000	500 000
50811200 - DAT CE n°58946	500 000		500 000	500 000
50811300 - DAT CE n°69034	500 000		500 000	500 000
50811400 - DAT CE n°79122	500 000		500 000	500 000
50811500 - DAT CE n°89210	500 000		500 000	500 000
50811600 - DAT CE n°99395	500 000		500 000	500 000
50811700 - DAT CE n°09483	500 000		500 000	500 000
50811800 - DAT CE n°19571	500 000		500 000	500 000
50811900 - DAT CE n°29659	500 000		500 000	500 000
50812000 - DAT CE n°30047	500 000		500 000	500 000
50812100 - DAT CE n°40135	500 000		500 000	500 000
50812200 - DAT CE n°50223	500 000		500 000	500 000
50812300 - DAT CE n°70496	500 000		500 000	500 000
50812400 - DAT CE n°80584	500 000		500 000	500 000
50812500 - DAT CE n°90672	500 000		500 000	500 000
50812600 - DAT CE n°00760	500 000		500 000	500 000
50812700 - DAT CE n°10848	500 000		500 000	500 000
50812800 - DAT CE n°20936	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50812900 - DAT CE n°31024	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813000 - DAT CE n°508130	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813100 - DAT CE n°51297	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813200 - DAT CE n°61385	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813300 - DAT CE n°81561	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813400 - DAT CE n°91649	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813500 - DAT CE n°118258	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813600 - DAT CE n°21913	1 000 000		1 000 000	1 000 000
50813700 - DAT CE n°42186				1 000 000
50880000 - Intérêts courus s/valeurs mobi	6 993		6 993	11 729
59030000 - Dépréciations actions vmp		958 378	-958 378	
	29 007 037	958 378	28 048 659	43 511 729
Disponibilités				
51200000 - Banque	239 645		239 645	307 681
51211200 - BNP OGA				9 724
51211300 - BNP ETEBAC HGCT	14 927 981		14 927 981	13 886
51211500 - BNP CT Liquidité	102 698		102 698	163 095
51211900 - CE ETEBAC HGCT				373

■ Détail du bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
51212000 - BNP - IPO				12 928 755
51212200 - Ubs - 5018683	5 000		5 000	5 000
51212300 - UBS - 5018968	4 500 000		4 500 000	
51212500 - EDR - CCONS 221336045	6 473 829		6 473 829	
51220000 - Caisse epargne	1 944 614		1 944 614	3 858 258
51240000 - Caisse d'epargne salaires				2 678
	28 193 767		28 193 767	17 289 451
Charges constatées d'avance				
48600000 - Charges constatees d'avance	27 181		27 181	26 290
	27 181		27 181	26 290
TOTAL ACTIF CIRCULANT	61 136 946	958 378	60 178 568	65 486 203
TOTAL ACTIF	75 292 428	2 486 837	72 805 591	76 482 467

■ Détail du bilan

	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
PASSIF		
Capital social		
10130000 - Capital souscrit appelé versé	13 602 387	13 602 387
	13 602 387	13 602 387
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
10410000 - Primes d'émission	59 383 629	59 383 629
10420000 - Primes de fusion	1 042 455	1 042 455
10420100 - Prime de fusion (boni)	1 937 697	1 937 697
10421000 - Perte de rétroactivité	125 000	125 000
	62 488 782	62 488 782
Réserve légale		
10610000 - Réserve légale	1 042	1 042
	1 042	1 042
Report à nouveau		
11900000 - Report à nouveau solde débiteur	-8 077 823	-355 851
	-8 077 823	-355 851
Résultat de l'exercice	-5 674 127	-7 721 972
Subventions d'investissement		
13100000 - Subvention d'investissement	873 280	843 280
13910000 - Amortissement des subventions	-296 374	-205 374
	576 905	637 905
Provisions réglementées		
14500000 - Amortissements dérogatoires	175 716	89 138
	175 716	89 138
TOTAL CAPITAUX PROPRES	63 092 883	68 741 431
Avances conditionnées		
16740000 - Avances remboursables pia 1	1 025 623	1 025 623
16740100 - Avance remboursable pia 3	500 000	500 000
16741000 - Avance conditionné bpi	65 487	65 487
	1 591 110	1 591 109
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 591 110	1 591 109
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts		
16420000 - Prêt CE 2 550 k€	2 466 633	2 550 000
16430000 - Prêt BNP 2550K	2 466 633	
	4 933 265	2 550 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4 933 265	2 550 000
Emprunts et dettes financières diverses		
16750000 - Emprunts participatifs	300 000	300 000
16887500 - Int.courus s/emprunts participatifs	46 471	30 053
17880000 - Int.courus s/dettes ratt.particip.		6 644
	346 471	336 697
Emprunts et dettes financières diverses - Associés		
45581000 - Int c/c associés		873
		873
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
40100000 - Fournisseurs	1 092 113	790 221
40810000 - Fourm factures non parvenues.	534 471	887 191
	1 626 583	1 677 412
Personnel		
42100000 - Pers remunerations dues	103 284	
42820000 - Pers congés à payer	98 481	52 061

■ Détail du bilan

	Net au 30/06/20	Net au 31/12/19
	201 765	52 061
<i>Organismes sociaux</i>		
43100000 - Sécurité sociale	120 366	90 739
43720000 - Mutuelle	6 294	6 351
43731000 - Retraite cadres (agirc)	40 144	48 552
43770000 - Prévoyance	13 911	24 700
43820000 - Org.soc. congés à payer	43 107	21 897
43863000 - Formation continue	2 874	7 923
43865000 - Taxe apprentissage	2 487	
	229 182	200 162
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>		
44571000 - Etat tva collectée	7 334	216 973
44571100 - Tva collectée intracom	2 460	2 592
44587000 - Tva à régulariser sur fae et aae	8 261	99 466
	18 055	319 031
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>		
44210000 - Prélèvements à la source (IR)	15 338	32 998
44860000 - Etat autres charges à payer	35 000	4 355
	50 338	37 353
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	499 340	608 606
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
40400000 - Fournisseurs d'immobilisations	632 286	970 833
40840000 - Fournis immobil. factures non parv.	76 686	2 911
	708 972	973 744
<i>Autres dettes</i>		
46704000 - Autres créiteurs divers	1 967	
46860000 - Déb.créd. charges à payer	5 000	2 594
	6 967	2 594
TOTAL DETTES	8 121 598	6 149 928
TOTAL PASSIF	72 805 591	76 482 467

Tableau des emprunts

Libellé Organisme Capital Taux d'intérêt	1er verst. Durée Conclu Fin	Solde au 01/01/2020	Mouvements		Solde au 31/12/2020	Capital restant dû		
			Souscrit	Remboursé		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Prêt CE 2 550 000€ - 2 550 866,52 0,80 %	05/02/2020 66 Mois 24/12/2019 05/07/2025	2 550 866,52	9 866,52	209 128,18	2 350 738,34	505 564,88	1 845 173,46	
Prêt BPI financement développer - 95 486,63 0,00 %	31/03/2018 57 Mois 17/06/2016 30/06/2022	65 486,63		15 000,00	50 486,63	35 000,00	15 486,63	
Avance remboursable pia 3 - 500 000,00 0,00 %	30/06/2020 66 Mois 04/09/2018 30/09/2025	500 000,00		25 000,00	475 000,00	100 000,00	375 000,00	
Prêt total développement - 300 000,00 1,00 %	15/08/2018 60 Mois 15/07/2018 15/07/2023	300 000,00		41 130,64	258 869,36	99 415,31	159 454,05	
Prêt BNP 2 550 000 € - 2 550 000,00 0,80 %	23/01/2020 66 Mois 13/01/2020 23/06/2025		2 550 000,00	241 237,80	2 308 762,20	505 901,92	1 802 860,28	
6 005 353,15	TOTAUX	3 425 353,15	2 559 866,52	531 496,62	5 443 856,53	1 245 882,11	4 197 974,42	

Soldes intermédiaires de gestion

	30/06/20	%	31/12/19	%	Abs.(M)	Abs.(%)
Ventes de marchandises						
Coût d'achats marchandises vendues						
MARGE COMMERCIALE						
Production vendue	100 089	100,00	629 633	100,00	-529 544	-84,10
Production stockée	17 554	17,54	1 540	0,24	16 014	NS
Production immobilisée	656 487	655,91	1 067 719	169,58	-411 232	-38,51
Cie de matières et sous-traitance	29 274	29,25	67 043	10,65	-37 769	-56,34
MARGE DE PRODUCTION	744 855	744,20	1 631 848	259,17	-886 993	-54,36
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T	100 089	100,00	629 633	100,00	-529 544	-84,10
MARGE BRUTE GLOBALE	744 855	744,20	1 631 848	259,17	-886 993	-54,36
Autres achats et charges externes	2 457 422	NS	3 122 563	495,93	-665 140	-21,30
VALEUR AJOUTEE	-1 712 567	NS	-1 490 714	-236,76	-221 852	14,88
Subventions d'exploitation			111 812	17,76	-111 812	-100,00
Impôts, taxes et versés assimilés	42 557	42,52	15 621	2,48	26 936	172,43
Charges de personnel	806 391	805,88	2 044 927	324,78	-1 238 536	-60,57
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 561 515	NS	-3 439 451	-546,26	877 937	-25,53
Reprises s/ charges			362	0,06	-362	-100,00
Autres produits	162 725	162,58	502 038	79,74	-339 313	-67,59
Dot. amortissements et provisions	530 474	530,00	802 824	127,51	-272 350	-33,92
Autres charges	155 704	155,57	497 801	79,06	-342 097	-68,72
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 084 968	NS	-4 237 677	-673,04	1 152 708	-27,20
Quote part résultat en commun						
Produits financiers	139 088	138,95	23 624	3,75	115 444	488,67
Charges financières	3 126 519	NS	3 041 866	483,12	84 653	2,78
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-8 072 419	NS	-7 255 919	NS	1 183 500	-16,31
Produits exceptionnels	135 552	135,43	182 676	29,01	-47 124	-25,80
Charges exceptionnelles	122 171	122,06	141 294	22,44	-19 124	-13,53
Résultat exceptionnel	13 381	13,37	41 381	6,57	-28 000	-67,66
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	-384 911	-384,57	507 434	80,59	-892 345	-175,85
RESULTAT DE L'EXERCICE	-5 674 127	NS	-7 721 972	NS	2 047 845	-26,52